

# INDUQUE

hebdomadaire d'action communiste

**LE RACISME TUE!**



**FRANÇAIS IMMIGRES  
MÊME COMBAT!**



# DANS LEURS PETITS SOULIERS

En une semaine, nous aurons eu Marcellin, Messmer et Pompidou. Le premier tonitruant et grossier, drapé de tricolore, s'immolant à l'autel de l'Etat. Le second niant les écoutes (quelques centaines à peine, « comptées sur les doigts d'une main »), traitant d'« affaire bizarre » le scandale du Canard, balayant Arthur Conte comme on chasse un domestique ingrat...

Les poilus du régime sont en première ligne. Acculés au corps à corps, à l'arme blanche.

C'est que la bourgeoisie, sentant venir l'orage trouve l'équipe gouvernementale palote. Pas à la hauteur, ne fait pas le poids. C'est le verdict retentissant du Point, qui n'a pas la réputation d'un hebdo d'opposition. D'ailleurs, il ne s'agit pas pour ses rédacteurs de mettre à la porte le régime mais seulement Messmer, à qui on reproche ses faiblesses face aux lycéens et à la grève de LIP ! Les successeurs suggérées n'ont rien de libéraux : Galley ou Chirac, la poigne ou la botte !

Une chose est certaine : les perspectives économiques difficiles ne favorisent pas les projets participationnistes. Ni le réformisme béat. Au congrès extraordinaire du PS, Deferre, retournant à ses vieux projets, explique que le programme commun était conçu pour une économie en expansion, qu'il faudra en conséquence l'arrondir, le réviser en baisse. C'est aussi l'opinion de Jean Daniel qui décrit dans l'écritorial du Nouvel Obs un programme commun « soudain terriblement écrasé sous l'événement ». Résultat, au congrès de Bagnolet, le CERES est passé sous la table, Mitterrand en est sorti renforcé dans son rôle d'arbitre au sein du PS.

Quant au PC, il lâche un peu la bride à ses jeunesse sur la question du Chili, mais c'est pour mieux cacher son embarras : l'humanité s'est montrée discrète dans sa campagne contre Messmer et Marcellin, alors qu'il y a deux ans, le scandale de la Garantie Foncière suffisait pour descendre dans la rue contre le gouvernement, aujourd'hui... C'est comme si les travailleurs laissaient la bourgeoisie laver son linge sale en famille, sans bousculer les constructions fragiles.

Les réformistes en sont responsables.

Pourtant, l'heure n'est pas à l'optimisme. « C'est comme si le tocsin venait de sonner... », c'est « la fin d'une époque... » écrit l'éditorialiste de l'Expansion, qui annonce « la réapparition de l'extrême-droite, famille qui sommeille au cœur des classes moyennes ». Servan-Schreiber se contente de dire que « dans l'immédiat il faut survivre », et pour ce « faire taire les griefs »... Union sacrée, et salut public !

Pourtant, et pour la première fois, le représentant de l'opposition supplante dans les sondages l'homme le plus populaire de la majorité. Et une récente enquête des Renseignements Généraux à partir des élections partielles concluait : « dans le cas d'élections anticipées, PC et PS emporteraient 55 % des suffrages ».

Il ne suffira pas de souffler pour effeuiller la marguerite gouvernementale. Si Messmer s'envole il restera Chirac, et si Marcellin sort, entrera Galley. C'est le gouvernement qu'il faut chasser, et le régime. Et pour cela se mobiliser et frapper. Toute nouvelle tergiversation de la gauche à l'affût de nouvelles élections, ne peut que donner le temps à l'extrême-droite du régime de se regrouper, de se consolider, et de se préparer.

19.12.73

## CHILI: SOLIDARITE

— 6 h à Reims : 350 participants, un succès pour la ville et pour le lancement des comités Chili le 13 décembre.

— 6 h à Lyon le 14 décembre : 1100 personnes avec Jean-Pierre Beauvais, films, chanteurs (Annie Nobel et Philippe Richeux)

— 6 h au Mans le 15 décembre avec des orateurs locaux : plus de 350 participants dans une atmosphère de débats excellents.

— 6 h à Dreux : p300 participants. Un tel succès n'a pas de précédent dans la ville. La participation de toutes les forces politiques (PC inclus) dans la salle assure un prestige certain au Comité Chili, le 14 décembre.

— Prochaines « 6 h » : le 13 janvier au Havre, le 18 à Vernon et à Bayonne, le 19 à Bordeaux, le 29 à Montargis.

ATTENTION ! L'adresse du Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien a changé. Ecrire :

CSLRPC

2 rue de Vauvilliers

Paris 1er

Téléphone : 236 57 15



ROUGE  
DIFFUSION

Par le canal des NMPP, « Rouge » est en vente chez tous les dépositaires locaux des Messageries (c'est-à-dire dans toutes les villes, même les petites villes), dans presque tous les kiosques à Paris, dans tous les kiosques des stations de métro, dans tous les kiosques des gares.

Il nous est impossible de vérifier centralement si cette répartition est effectivement réalisée. Aussi nous faisons appel à tous nos lecteurs pour vérifier si « Rouge » arrive dans ces points de vente, pour vérifier s'il arrive en nombre suffisant.

Ecrivez-nous pour signaler où « Rouge » n'arrive pas et où le nombre d'exemplaires en vente est insuffisant.

Une bonne répartition dans les kiosques et marchands de journaux permet de toucher de nombreuses personnes, d'avoir de nouveaux lecteurs. Et une augmentation des ventes par les NMPP, représente également une rentrée financière importante.

L'administration  
de « ROUGE »

« Rouge » sortira régulièrement pendant les fêtes de fin d'années. Cependant l'activité politique et sociale étant réduite pendant la « trêve des confiseurs », la pagination sera diminuée. Diffuseurs, pour éviter une baisse des ventes, traditionnelles à cette époque, assurez la diffusion de ROUGE.

Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

Rouge

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :  
A L'ORDRE  
DE ROUGE  
CCP: 25043 88  
PARIS

Directeur de publication :  
Henri Weber  
Les articles signés n'engagent  
pas nécessairement le point  
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la France		l'étranger	
	sous pli	ouvert	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement  
accompagnées de leur règlement im-  
médiate sont prises en considération.  
Pour tout changement d'adresse, join-  
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé  
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....





L'AVORTEMENT AU PARLEMENT

# beaucoup de bruit pour rien

« Un débat avorté » a titré « France-Soir », « Un avortement public », « le Point », « Laissez-mourir », « le Nouvel-Observateur », « la lâcheté gagne », « l'Express ».

La presse s'indigne. Mais que pouvait-on attendre d'autre de ce gouvernement en sursis, de cette majorité inquiète, malade, « perplexe » ?

La farce n'a cependant pas manqué d'allure, de rebondissements et de belles tirades.

\* Messmer voit son projet repoussé (et par la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales et par la commission des Lois.) Mais pour la grandeur de la France, il prend ses responsabilités : il maintient son projet.

\* ...Mais il réunit les députés des trois groupes de la majorité (RI, Union centriste, UDR) lors d'une suspension de séance, pour leur laisser la liberté de voter pour le renvoi en commission conformément au vœu de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales.

\* Taittinger plaide pour une loi et refuse « un recul... mais vote le renvoi !

\* Les Républicains indépendants éclatent en trois tendances : respect de la vie, projet Messmer, Projet Pevret et Giscard

doit arriver de toute urgence avant le vote pour organiser une suspension de séance pour une petite « fraction » de famille ! Mais l'unité n'est pas refaite pour autant pendant le vote.

\* Les réformateurs louvoient, deux tiers pour le renvoi, un tiers contre...

\* Les CDR sont pour l'abrogation pure et simple de la loi de 1920 !

ler bilan : 30 députés de la majorité ont effectivement suivi le gouvernement !

THEATRE ET DEMAGOGIE

« Laissez-les-vivre » n'avait pas oublié ses trois fétiches en bocal : l'Assemblée n'a pas échappé au spectacle des fœtus. Mais la surprise était ailleurs.

- Taittinger a joué « les femmes » la « fibre féminine » (50% de l'électorat quand même !) : « Oh, si cette assemblée était composée pour moitié de femmes... Souvenons-nous de l'existence de nos aïeules... Toutes ces générations de femmes vivant dans le cadre étroit des chambres d'enfants, de la buanderie et de la cuisine ; ces femmes sans instruction, sans métier, sans perspectives sur le monde et

vouées toute leur vie à élever leurs enfants et à attendre leur mari, avec un univers limité aux bavardages des voisines, à la préparation des repas et aux soins du ménage »...

Le tableau est saisissant de vérité, jusque dans la peinture de « femme d'à présent... qui exerce une profession ou peut en exercer une et tend à mener une vie libre égale et responsable... »

Mais que proposent-ils lui et ses amis, en fait aux femmes ? Quoi de neuf ?

Un UDR de l'Allier s'interroge encore : « Pourquoi la loi de 1967 est-elle restée si longtemps lettre morte ?

Pourquoi la visite médicale et la pilule ne sont-elles pas remboursées par la sécurité sociale ? »

Et Taittinger utilise l'apitoiement sur le sexe « faible » pour masquer les vraies responsabilités du pouvoir : « Qui fait la loi ? Des hommes essentiellement. Qui la subit ? Des femmes essentiellement ! »

SAUVER LES VALEURS FONDAMENTALES

En fait, les femmes peuvent continuer à mourir d'un avortement clandestin, comme à Canteleu et à Grenoble.

En fait, les femmes peuvent continuer à être déchirées entre les enfants et le métier, à être écrasées par une double journée de travail.

« Oui, fournir des emplois dans tous les secteurs et à tous les niveaux hiérarchiques.

« Non, ce n'est pas le rôle des entreprises de financer les équipements (crèches par exemple) nécessaires pour que la femme puisse concilier vie familiale et vie professionnelle » (CNPFP 1973).

En fait, les femmes n'ont à attendre de cadeaux que leur devoir bien rempli : 3 enfants et c'est le salaire maternel que l'on agite, prouesse entre toutes !

Mais qu'est-ce que le salaire maternel ? Un progrès ? Non, le renforcement de la famille comme unique lieu privilégié de l'éducation des enfants, de leur apprentissage à l'autorité, le renforcement du rôle maternel dévolu à la femme avant tout autre rôle, le renforcement de l'isolement des femmes « sans perspectives sur le monde... avec un univers limité aux bavardages des voisines... »

Cela, nous le refusons !

LES CENT JOURS DU POUVOIR : ORGANISONS SA DEROUTE

Le gouvernement s'est donné cent jours, jusqu'en avril pour décider d'une nouvelle loi.

Ces cent jours ne doivent lui laisser aucun répit. Les militants révolutionnaires, les militants du MLAC doivent décupler leur campagne de dénonciation, d'accusation de la politique du pouvoir.

- Où sont les mille crèches promises à Provins ?

- Quant aux 120 centres de planification et d'éducation familiale de Poniatowski ? Que seront-ils ? D'ores et déjà, combattons l'ordre moral, la « dissuasion » qui y seront de mise.

Fontanet écrit aux parents pour les préparer à l'éducation sexuelle à l'école ! Préparons l'éducation sexuelle que nous voulons, organisons des meetings, des débats dans les lycées, imposons la contraception libre pour les mineures.

- Plus une femme ne doit être mutilée, réprimée sans que nous organisions une riposte de masse, sans que nous fassions connaître au grand jour l'assassinat et la répression qu'ont maintenu les parlementaires.

Partout, dès avant le débat et loin de s'y soumettre, les militants se sont mobilisés, ils ont imposé le film « Histoires d'A » ils multiplient l'information, le débat, continuons et exigeons :

- avortement et contraception libres et gratuits,

- Crèches 24 h sur 24 de qualité.

CHERBOURG :

Mardi 11 décembre, malgré tous les obstacles matériels posés par les autorités locales (le maire a signé le manifeste des 12000 pour le respect de la vie) à la tenue du meeting, le MLAC a rassemblé plus de 700 personnes et a organisé le débat autour de la projection d'un court métrage « Liberté au féminin ». Un avortement pratiqué par la méthode Karman y est montré, ainsi que les méthodes contraceptives : mais les ordres sont les ordres, les flics de service étaient là pour « Histoires d'A », ils n'ont pas osé saisir... « Histoires d'A » leur avait passé sous le nez la semaine d'avant !!

MARSEILLE :

Jeudi 13 décembre, 2000 personnes se pressaient au cinéma St Georges pour assister au meeting-débat, organisé par le MLAC.

A 18 h 30, une permanence publique était organisée afin que les femmes puissent poser leurs problèmes de contraception, d'avortement. Une centaine d'entre elles ont pris contact avec les différents groupes MLAC de quartier qui animaient la permanence.

Deux sketches ouvraient le meeting : l'un sur l'avortement, l'autre posant le problème de l'oppression des femmes, et que continuait la projection d'« Histoires d'A ».

La détermination des spectateurs à s'opposer à toute saisie n'eut à s'exprimer que dans le feu du débat : aucune ombre policière n'osa paraître. Forts de cette première victoire, les militants du MLAC appelaient à une nouvelle projection du film « Histoires d'A » à la fac St Charles le 20 décembre, tandis que les contacts se multiplient et s'organisent dans les groupes de quartier.

PARIS :

Samedi 15 décembre, « 6 h » pour la liberté de l'avortement et de la contraception ont été organisés par le MLAC au CHU-Pitié Salpêtrière. Une nouvelle fois la projection d'« Histoires d'A » a été imposée publiquement pour près de 2000 personnes.

Des militants de la coordination des groupes de quartier du MLAC y ont animé notamment un forum sur l'oppression des femmes démontrant et illustrant les limites de la « libération » produite par le seul usage de la contraception ou le seul accès à l'avortement dans le cadre du conditionnement global, social, subi par les femmes.

Les MLAC des 3ème et 4ème arrondissements réunissaient une centaine de personnes le même soir et projetaient « Liberté au féminin ».

ROUEN :

## 2000 PERSONNES POUR HISTOIRES D'A

Le Groupe Information Santé de Rouen, qui réunit à la fois des médecins, des membres de différentes professions para-médicales, des travailleurs sociaux mais aussi des usagers de la Santé, dans le but d'étudier comment la politique de la Santé est liée à l'économie capitaliste et subit les lois du profit, et le MLAC ont organisé une rencontre-débat avec projection du film « Histoires d'A ».

L'exemple scandaleux de la mort de la jeune femme de Canteleu rendait impérial cette démonstration : il s'agissait de montrer une fois de plus l'hypocrisie de cette loi de 1920, qui, sous prétexte de préserver la vie, tue chaque jour, notamment dans les milieux sociaux les plus défavorisés.

La pression des participants à cette rencontre a pesé d'un tel poids que les forces de police, qui n'avaient jamais été aussi nombreuses pour « encadrer » une réunion politique à Rouen, n'ont pas osé intervenir de manière directe pour empêcher la projection du film. Ceci marque bien la volonté profonde d'une grande partie de la population d'en finir avec une loi meurtrière ! Ceci marque bien le refus des femmes de se voir interdire le droit d'interrompre une grossesse non désirée en toute liberté.





# LE SENS DES REALITES

Après les « petites phrases » de rentrée de Séguéy et Marchais annonçant qu'un mouvement de masse pouvait hâter un changement, plus d'un travailleur, plus d'un militant de base de la CGT a sans doute été surpris du changement de ton lors de la grève du 6, la première mobilisation de cette ampleur depuis mai 68.

Le 6 décembre s'est présenté d'emblée comme une mobilisation exceptionnelle par l'appel à la grève générale, mais aussi par le nombre de participants aux manifestations. Non seulement la CGT, la CFDT et la FEN ont décidé d'aller défilé ensemble ce jour-là ; mais s'y étaient joints aussi tous les partis signataires du programme commun, le PSU et une partie notable de l'extrême-gauche.

## UNE GENE GRANDISSANTE

Pourtant, tous les jours qui précèdent le 6, on sentit comme une gêne grandissante de la direction de la CGT devant cette forme de lutte et sa portée politique :

— Le mot « grève générale » disparut peu à peu des titres de l'Humanité. La « Vie Ouvrière » du 28 novembre n'annonçait en première page qu'« une journée nationale d'action »... au cours de laquelle tous les travailleurs étaient invités à faire grève.

— 5 jours avant la grève, devant les sirènes bourgeoises qui agitaient l'ombre du « grand soir », Georges Séguéy précisa à nouveau que le 6 décembre n'avait pas de but politique : « il s'agit d'une journée d'action de caractère revendicatif, économique... ». Cela contrastait pour le moins avec les déclarations de Marchais au CC d'octobre du PCF (« la lutte pour les revendications, même limitées, prend aujourd'hui et très vite, une dimension politique »).

Ainsi, en deux mois, le ton avait changé. Le soir même de la grève, dans l'émission télévisée qui l'opposa à Sanguinetti, Georges Séguéy fut plat et défensif face au représentant d'un régime qui venait d'encaisser coup sur coup une grève générale de petits commerçants et une grève générale ouvrière. Contrairement à toute l'intoxication de la presse bourgeoise, le 6 décembre avait pourtant été massivement suivi. Que se passait-il donc ?

La réaction des dirigeants réformistes à la crise politique et aux perspectives menaçantes de récession permet de le comprendre.

## L'ACCELERATION DE LA CRISE DU REGIME

On assiste aujourd'hui à une accélération spectaculaire de la crise du régime, mettant à l'ordre du jour de façon plus aiguë le problème d'un changement politique.

Mais il n'y a toujours pas de perspective électorale en vue. Ceux qui gouvernent n'en ont plus les moyens ; aux yeux mêmes d'une large fraction de la bourgeoisie, ils constituent une équipe au bout du rouleau, incapable d'affronter les dures épreuves qui s'annoncent. D'où les campagnes d'une partie de la presse bourgeoise pour un renouvellement gouvernemental.

Mais les tenants du titre semblent déci-

dés à ne pas quitter la place. Par-delà les contradictions continues, la cohérence de leur ligne est celle d'une fuite en avant dans la répression. Le discours hystérique de Marcellin à l'Assemblée est plus qu'une illustration de la pathologie personnelle du bonhomme, c'est le symbole du régime.

Dans cette situation, vis à vis du PCF, les hommes du pouvoir retrouvent le ton de l'anti-communisme de la guerre froide. Un film télévisé de l'UDR présente la grève du 6 quasiment comme une insurrection manquée, une gigantesque manœuvre de sabotage national ; et Sanguinetti y fait une charge pleine de haine contre les partis marxistes et les syndicats politisés qui sont les seuls en Europe à faire une chose pareille.

Ainsi l'UDR développe-t-elle une ligne vis à vis du PCF : à chaque fois qu'il fait mine de cautionner une lutte radicale, ou d'initier une mobilisation de masse, elle fait hurler les sirènes du chantage à la subversion et brandit sa masse d'armes : c'est ce que montre notamment la férocité dont le gouvernement fait preuve dans le conflit LIP, en faisant capoter la « solution industrielle » soutenue par une fraction du patronat ; de même que l'envoi des flics et des bulldozers contre les grévistes universitaires de Marseille...

## LE REPLI PROPAGANDISTE DU PCF

Cette situation, le PCF en saisit toute l'acuité. Il sait que l'Union de la gauche peut gagner en crédibilité et que des élections anticipées ne sont pas impossibles. C'est pourquoi il lance toute son énergie pour affirmer cette perspective politique et consolider sa position dans l'Union de la gauche.

La formidable campagne de diffusion du « Défi démocratique » en est une illustration manifeste. Aujourd'hui, Marchais veut gagner aux yeux de l'opinion la même stature politique qu'un Mitterrand : celle d'un homme politique responsable, celle du dirigeant d'un futur parti de gouvernement. Il écrit publiquement à Pompidou « au nom de la France » sur sa politique européenne. L'Humanité se remplit de ses déclarations sur « l'intérêt national ». L'ouverture aux couches moyennes atteint son maximum : il n'y a plus d'autre ennemi qu'une petite poignée de monopoles.

Mais pour affirmer ses perspectives politiques, la propagande ne suffit pas ; il est obligé de s'appuyer sur un minimum de mobilisations de masse. Or, la consigne peut bien être de « prendre résolument la tête de toutes les luttes », leur dynamique politique dans le contexte actuel risque de l'emmener sur un terrain particulièrement glissant. C'est pourquoi tout l'incite aujourd'hui à la prudence, à la modération ; il a une peur bleue de toute déclaration, de toute initiative qui permettrait à l'UDR de lui coller l'étiquette de « parti insurrectionnel », ne respectant pas les « règles du jeu démocratique ».

D'où la réaffirmation continuelle que



PHOTO DGI-DGI(DRI)

tout changement politique fondamental « doit nécessairement en toute hypothèse être assuré de la sanction du suffrage universel ». D'où la dépolitisation délibérée de la grève du 6, dont la portée politique — vu ses objectifs et les forces qui y participent — était évidente. D'où aussi le caractère spectaculairement timoré de la campagne de l'Humanité contre Marcellin, dans l'affaire du « Canard Enchaîné ». Modération qui creve les yeux, au moment où des journaux bourgeois comme « Le Monde » et « Le Point » font ouvertement campagne pour la démission du ministre de l'Intérieur et du premier ministre. Cette passivité laisse la classe ouvrière jusqu'ici absente de cette bataille pour le changement de gouvernement, laissant le champ libre à des opérations de renouvellement purement bourgeoises.

## LA DIRECTION DE LA CGT : « VIGILANCE », « SENS DES REALITES ET DES RESPONSABILITES »

Le dernier CCN de la CGT illustre bien ces contradictions de la politique réformatrice du PCF. Tenu une semaine après la grève du 6, il prend le sens d'un solennel appel à la prudence dans l'action syndicale, à la plus grande séparation entre le revendicatif, domaine essentiel des syndicats, et la politique qui est surtout celui des partis. Il veut gommer de la tête de nombreux militants cette idée qui avait germé après les déclarations automnales de Séguéy, qu'un changement politique était possible et qu'en menant de grandes luttes ouvrières on pouvait hâter sa venue.

Ce Comité Confédéral National est tout entier marqué non par la satisfaction devant les résultats du 6, mais par l'inquiétude : inquiétude devant la crise politique et la dureté gouvernementale, inquiétude devant les échéances économiques.

C'est pourquoi la ligne qui en ressort est claire : le « grand soir » n'est pas pour demain ; il faut d'abord gagner patiemment de nouveaux électeurs à l'Union de la gauche et cela c'est surtout la tâche des partis ; quant à nous, la dégradation de la situation économique est telle qu'il va falloir mener des luttes, mais attention : le patronat est tellement crispé, le gouver-

nement tellement malveillant, prêt à exploiter la moindre occasion pour faire de l'anti-communisme et de l'anti-cégétisme, que la prudence est de rigueur.

D'autant plus que les luttes tendent à acquérir une dynamique politique et que la tactique des hommes du gouvernement va être précisément de « présenter toutes les luttes comme ayant des motivations de caractère politique » (J. Dhervilly-Lambert) pour nuire à l'Union de la gauche et aux travailleurs...

Cette ligne-là, on l'a déjà vue à l'œuvre à Larousse : une grève dans laquelle Georges Marchais s'est personnellement mouillé et que l'Huma présente aujourd'hui comme une grande victoire parce que les travailleurs ont réussi à retarder de 2 mois la fermeture de leur entreprise contre laquelle ils se battaient depuis le début.

On l'a vue aussi dans la grève des cimenteries : une grève de plus d'un mois qui tenait le patronat à la gorge et que les dirigeants de la CGT ont arrêtée sans consulter la base sur un compromis négocié au sommet. Plus que l'effilochage du mouvement, il est clair qu'ils craignaient que le gouvernement ne tente à la veille

## LE COMITE CONFEDERAL NATIONAL DE LA CGT EN 4 CITATION DE SEGUÉY

\* « Certes, le mécontentement populaire grandit (...) mais le pouvoir du grand capital n'est pas à la veille de son écroulement ».

\* « Chacun comprend qu'il reste de sérieux efforts d'explication, de conviction et de propagande à déployer pour créer réellement les conditions majoritaires ».

\* « Dans cette tâche, nous ne pouvons pas aller au-delà de ce qui est possible pour une organisation syndicale comme la nôtre. Il est clair que des responsabilités essentielles incombent aux partis politiques signataires du programme commun, Y COMPRIS DANS LES ENTREPRISES ».

\* « C'est dire que si les CIRCONSTANCES sont au développement d'une action de masse énergique, elles sont aussi à la VIGILANCE, à l'UNITE la plus large, la plus solide, au sens des réalités et des responsabilités ».





de Noël la même intoxication anti-gréviste de la population que celle faite par Heath en Grande-Bretagne contre la grève des électriciens.

« Etre partout résolument à la tête des luttes », qu'ils disaient. C'est d'ailleurs ce qu'ils disent toujours. Mais pour quoi faire ? La question mérite d'être posée. F.L.

#### 200 F D'AUMONE OU 200 F D'AUGMENTATION

« Une indemnité exceptionnelle de vie chère de 200 F plus 50 F par enfant à charge à l'occasion des fêtes de fin d'année », voilà la revendication essentielle mise en avant par le dernier CCN de la CGT.

C'est ce qu'avait déjà demandé Ségué lors d'une émission télévisée à Sanguinetti. Pierre apparition en vérité que celle qui consiste, un soir de grève générale, à demander au secrétaire général de l'UDR une simple prime exceptionnelle... à l'occasion des fêtes de fin d'année sans dire un mot de l'échelle mobile des salaires.

Comme si l'inflation allait cesser au soir du 31 décembre, alors que tout le monde prévoit qu'elle va encore s'accroître !

C'est parce que la hausse des prix impose de répondre aux exigences de garantie et d'extension du pouvoir d'achat, c'est parce que les bas salaires sont les plus touchés par l'inflation, que les travailleurs doivent mettre en avant trois objectifs revendicatifs indissociables :

- L'échelle mobile des salaires (c'est à dire leur ajustement automatique à la hausse du coût de la vie) basée sur l'indice des organisations syndicales, sous contrôle des travailleurs.

- Une augmentation uniforme de 200 F pour tous, et non un simple « petit Noël », une « prime exceptionnelle » de fin d'année. 200 F d'augmentation pour tous c'est la revendication unifiante qu'ont avancée les travailleurs des cimenteries.

- 1500 F minimum.

# OU VA LA CFDT?

Le dernier Conseil national de la CFDT a notamment discuté de la pratique syndicale et des comités de grève. Le prochain Conseil national doit discuter de la « transition au socialisme » et des objectifs que la CFDT proposera en ce sens à la CGT.

Ainsi les deux grands sujets qui auraient dû faire l'objet d'un débat en profondeur pour la préparation et lors du 36ème Congrès, sont seulement abordés maintenant. Le risque est évident que les débats clefs ne restent cantonnés à l'appareil syndical.

#### LE 36ème CONGRÈS ET LE PROJET MAIRE

En effet, si ces deux débats ont été en grande partie escamotés lors du 36ème Congrès, c'est qu'ils gênaient le projet du courant Maire. La stratégie politique de ce courant est celle de la voie électorale au socialisme sous la pression des masses. Pour appliquer une telle stratégie, il faut construire un nouveau parti socialiste où le poids des notables soit relativisé au profit d'une aile gauche militante. L'OPA de Mitterrand sur le PS en redonnant une crédibilité électorale au PS favorisait le projet Maire. Mais le poids prépondérant des notables dans la direction du PS limitait ses espérances. Le but du 36ème Congrès était donc de permettre une grande opération politique pour accélérer cette mutation du PS souhaitée par le courant Maire. Pour cela, il fallait attaquer violemment le PCF pour distendre quelque peu les liens du PS et du PCF, affirmer la nécessité de rapports privilégiés de la CFDT avec le courant socialiste auto-gestionnaire selon l'axe CFDT-CERES-PSU Rocard ; enfin, nier l'existence du courant révolutionnaire en recourant aux méthodes habituelles de la calomnie et de l'amalgame et en collant l'étiquette « Rouge » à quiconque n'est pas d'accord.

Tout aurait pu se passer selon le scénario prévu, la gauche officielle de la CFDT, représentée par les directions des fédérations Haceutex, PTT, Services, s'étant contentée de la promesse de poursuivre ultérieurement les débats. Mais il y eut quelques syndicats de base pour réclamer des votes sur les comités de grève, l'autogestion des luttes, l'augmentation égale pour tous, les mêmes droits politiques pour les immigrés, l'avortement

libre et gratuit... Et le congrès changea de sens. Le projet politique du courant Maire apparut pour ce qu'il était : sous le couvert de l'autogestion, un coup de frein, une reprise en mains que la direction CGT ne cesse depuis de louer.

#### UN PROJET REAJUSTÉ

Depuis le 36ème Congrès, le projet d'Edmond Maire a été réajusté à une plus juste mesure. Les luttes dures à l'exemple de Lip posent de plus en plus le problème d'un affrontement avec le pouvoir et en particulier les forces de répression de l'Etat fort. Face à cela, la direction fédérale révèle son réformisme : elle se prononça initialement contre la marche sur Besançon, dénonça à l'avance les violences gauchistes, refusa d'installer dans les locaux de Montholon une chaîne de montage des montres... légalité oblige.

Depuis le 36ème Congrès, le PCF a assoupli sa tactique. Les directions CGT n'hésitent plus à se porter à la tête des luttes pour mieux chercher à les canaliser et il devient de plus en plus difficile à Edmond Maire d'apparaître à la gauche de Georges Ségué.

Inversement, le PS, qui sent arriver l'heure des strapontins ministériels, se tourne de plus en plus vers une partie de la bourgeoisie en cherchant à la rassurer. Les déclarations de Mitterrand sur la crise monétaire, l'Europe, l'armée, les TOM-DOM, ne sont guère différentes de celles d'un Lecanuet.

Alors, face à ces trois obstacles, force a été pour Maire et Rocard de limiter leur projet. Rocard prépare sa rentrée au PS et parle en futur ministre de l'économie. Maire glisse sur les mots. Parti d'une volonté de « débats » sur la transition avec la CGT, il en vient à la volonté d'un « accord » avec sa direction permettant la

rentrée officielle dans l'Union de la gauche, baptisée union des forces populaires.

#### LIP - LE CHILI : UNE CLARIFICATION NÉCESSAIRE

Depuis le 36ème Congrès de la CFDT, deux événements majeurs sont intervenus dans le débat sur la pratique syndicale et la transition au socialisme.

Le 36ème Congrès affirmait : la grève, c'est l'affaire de la section syndicale et d'elle seule ! Les comités, connaît pas ! Là-dessus, la lutte des Lips - déjà commencée lors du 36ème Congrès - éclate au grand jour avec son comité d'action, créé et soutenu par la section CFDT. Malgré les erreurs et les insuffisances de ce comité, notamment dans la dernière période, la CFDT Lip refuse de condamner le principe du comité d'action qui fut le cadre d'expression de l'initiative ouvrière et pendant toute une période le cadre de démocratie ouvrière large et complémentaire à la démocratie syndicale.

Maire affirme hautement le 16 août à la Bourse du Travail que la CFDT est partie intégrante de l'Union populaire et en septembre l'union populaire chilienne succombe au coup d'Etat fasciste. Seuls les « gauchistes » du MIR quelles que soient leurs insuffisances, sont prêts à résister et à poursuivre la lutte dans la clandestinité.

Lip, le Chili, font réfléchir de nombreux militants CFDT. La clarification se fait. Ainsi, on retrouve actuellement trois grands courants dans la CFDT :

- un courant réformiste mené par Edmond Maire et derrière lequel s'abritent les différentes variantes de la social-démocratie plus ou moins anti-communiste, plus ou moins « centralisatrice », plus ou moins « décentralisatrice » ;

- un courant centriste (au sens marxiste du terme) qui affirme que la transition au socialisme suppose la prise du pouvoir central, qu'avoir le gouvernement ce n'est pas avoir le pouvoir, que la bourgeoisie a une armée et une police faites sur mesure et qu'elle ne se laissera pas déposséder sans s'en servir... Mais ce courant ne tire pas les conclusions pratiques de telles affirmations sur l'auto-organisation, l'auto-défense, le contrôle ouvrier...

- enfin, un courant révolutionnaire qui pense qu'on ne peut arriver au socialisme auto-gestionnaire qu'en détruisant l'Etat bourgeois, que l'auto-défense ouvrière et l'intervention auprès des soldats préparent l'affrontement inéluctable avec les forces de répression bourgeoises, que « l'auto-gestion des luttes » aujourd'hui prépare l'auto-gestion socialiste de demain. De la capacité de ce courant à lier les préoccupations des travailleurs dans les luttes aux objectifs transitoires pour la révolution socialiste et de sa possibilité d'imposer un véritable débat démocratique dépendent en partie l'avenir de la CFDT.

René YVETOT  
Jean-Claude FELIX



FOTOLIB PARIS LE 17 12 73. RENCONTRE MALTERRE - MAIRE ( CGC CFDT ).





## LIP LES PIEDS DANS LA NEIGE

Il aura fallu 6 mois pour que Charbonnel prenne l'affaire LIP en main, deux mois après le refus du plan Giraud, le pantin du gouvernement ! Mais peu de choses concrètes en sortent pour les Lips.

La semaine dernière s'est tenue une réunion au sommet à laquelle étaient conviés que des dirigeants nationaux CGT, CFDT, CGC ainsi que Riboud et Arbel. Les résultats sont limités : officiellement le Ministre de l'Industrie s'engage à mettre sur pied « une équipe de direction » pour LIP, qui s'efforcera de présenter un projet industriel pour l'horlogerie et le secteur mécanique avant le 15 janvier prochain.

D'ici là Arbel accepte de renoncer en principe à transférer le secteur équipement hors de Palente. Le nouveau projet éventuel doit prévoir le maintien d'un secteur mécanique assurant les sous-traitances tant dans l'horlogerie que pour les équipements civils et militaires, et, comme dans le précédent projet de Riboud, Ebauches-SA, et les sociétés Jazz, Jaeger, Thomson, doivent être partie prenante.

Par ailleurs il paraît exclu que Charbonnel fasse machine arrière en ce qui concerne la cession du secteur équipement-armement à Arbel. Mais ce dernier se déclare prêt à s'intégrer à un projet global et à maintenir alors ce secteur à Palente. Autrement dit rien n'est encore réglé. Les déclarations de Messmer lundi soir, moins « optimistes » que celles de Charbonnel le montrent.

A ce jour, les Lips n'ont aucune assurance sur le contenu de ce projet, aucune assurance qu'il n'impliquera pas un certain nombre de licenciements, au contraire.

Ducros à Ornavas a laissé une vingtaine d'administratifs sans emploi. Arbel, dans ses prévisions, laisse également une centaine de personnes sans emploi, et si l'horlogerie reprend seule, c'est alors plusieurs centaines de personnes qui seront sur le pavé.

De cette situation incertaine, chacun est conscient à LIP, et aucun des 600 ouvriers présents quotidiennement ne se fait d'illusions sur ce futur plan, qui pouvait bien n'être qu'une Xème mouture du premier projet de l'Interfinexa. Encore et toujours les seuls atouts d'une future victoire sont bien sûr la détermination des Lips et l'existence d'un réel mouvement de solidarité d'ici le 15 janvier. Déjà un gros effort a été fait pour raccrocher à la lutte les personnes qui ne vont que de temps en temps en AG : une lettre leur a été envoyée, des membres de la Commission « présence dans la lutte » vont les voir. Vendredi 21 des actions de popularisation seront faites sur Besançon.

La semaine prochaine, il y aura un certain ralentissement des activités pour permettre à chacun d'accumuler des forces, car début janvier il faudra encore une fois donner un coup de collier.

Mais ce n'est pas leur seule combativité qui les fera vaincre. Il est quasi-certain, Larousse est là pour le prouver, que le gouvernement choisira une solution comportant un nombre important de licenciements.

Une fois encore, il faudra relancer le mouvement de soutien, mais ce ne sont pas les meetings qui vont faire basculer le rapport de forces en faveur des Lips. Le problème de l'emploi est en train de devenir celui de l'ensemble de la classe ouvrière et seule une coordination, une centralisation des luttes peuvent faire céder gouvernement et patronat.

19.12.73  
S. Triton

3 collections de la dépêche quotidienne de LIP-Unité (du 10 au 31.10 ; du 1er au 15.11 ; du 16 au 30.11) sont en vente au prix de 4 F la collection, en écrivant à :

LIP  
Maison pour Tous  
Palente  
25 - Besançon

### CARTES DE VOEUX 1973

Popularisons les luttes sur l'emploi. Soutenons l'initiative des sections syndicales CFDT de LIP, CFDT Cerisay, SIRT CFDT-ORTF, CFDT-SNCS-CGT Institut Pasteur, par l'achat et la diffusion de leur carte de vœux 1974.

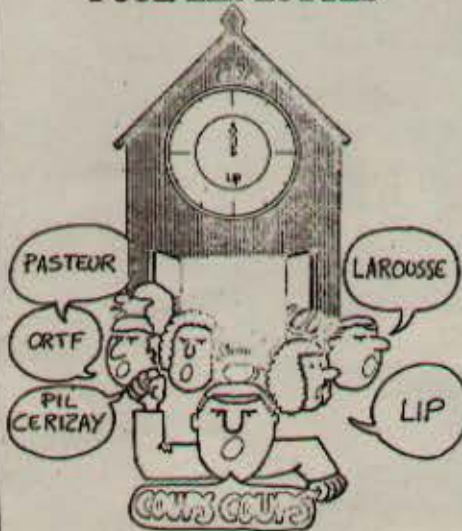
Commande par correspondance : à partir de ce jour, à l'Union Locale CFDT, 3, rue Champrond, Besançon 25.000. CCP Dijon 166432 Marcel Tournier.

Ne seront honorées que les commandes accompagnées du paiement.

Vente directe, sans correspondance, à Paris, Union Locale CFDT, 115, rue de la Croix-Nivert, Paris 15ème, à partir du mercredi 19 décembre, de 18 h à 20 h.

Prix de la carte : 1 F.

n'attendons pas  
d'être privés d'emploi  
MEILLEURS VŒUX  
POUR LES LUTTES



### SOVIREL : CONTRE LE LICENCIEMENT DE MICHEL, LE COMBAT CONTINUE

Malgré la division syndicale, la direction de la CGT refusant toute action de grève, malgré les tentatives d'intimidations du patron auprès des travailleurs combattifs, malgré les vacances de Noël le combat continue contre le licenciement de Michel.

— La grève de deux heures a été suspendue mais une pétition est signée massivement par les travailleurs. Elle permet d'engager la discussion entre tous les travailleurs, CGT, CFDT, non syndiqués sur les formes d'action nécessaires pour faire reculer le patron : Michel sera réembauché ou la rentrée sera chaude à Sovirel.

— Parallèlement le soutien extérieur s'organise. La section CFDT prévoit un meeting unitaire avec les Lip début janvier.

Nous devons répondre à son appel :

Pour le soutien du camarade et de la section syndicale,  
Envoyez des motions de solidarité

Syndicat CFDT Sovirel, 77 - Bagneux S/Loing

Envoyez des motions de protestation (avec si possible double à la section CFDT) :

M. Maurice, directeur des Etablissements Sovirel  
77 Bagneux s/Loing

Une procédure de licenciement est engagée contre Michel. Le motif : HOURNON a pénétré dans l'usine en dehors de ses heures de travail, il ne s'agit que d'un prétexte pour se débarrasser d'un travailleur combattif.

Nous, camarades de travail de Michel appelons tous les copains des autres équipes et des autres secteurs à se mobiliser pour obtenir sa réintégration, car aujourd'hui, Michel, demain un autre.

Des calomnies circulent dans l'usine à son égard. Nous, qui travaillons chaque jour avec lui, sommes bien placés pour juger de ses activités et nous tenons à dire qu'il nous importe peu que Michel ait des idées politiques (c'est son droit), l'important c'est qu'il a toujours été présent dans les luttes, qu'il a, lorsqu'il était délégué, utilisé toutes les ressources de son mandat pour défendre nos intérêts sans jamais chercher à nous imposer ses idées et en respectant la démocratie ouvrière.

- Solidarité avec Michel
- Tous unis dans l'action jusqu'à la victoire
- Non au licenciement de Michel

Les camarades de travail de son équipe

### LA GREVE LAROUSSE

## UN MODELE ?

La grève Larousse Montrouge a pris fin le 17 décembre, à la suite d'un accord signé le 12. De cette grève, la direction de la Fédération du Livre CGT voulait faire un modèle, et, en quelque sorte, l'anti-LIP. A la grève paillante et irresponsable, dirigée par la base dans une unité d'action conflictuelle, opposer une grève « responsable », dirigée par la direction syndicale, maîtresse des décisions, de son commencement comme de sa fin. Rien ne fut épargné pour maintenir la pasteurisation du mouvement : la grève — refusée au moment où les ouvriers voulaient la commencer — ne fut déclenchée qu'au signal des bureaucrates : pas de comité de grève, pas d'organisation en commission des grévistes, le comité de solidarité local fut soigneusement fermé à l'extrême-gauche. L'unité d'action avec la CFDT refusée dans l'édition alors qu'elle y était la condition d'un soutien solide, et y compris aux éditions Larousse (après quelques tractations où l'on finit par décourager les bonnes volontés), n'importe, on a préféré se passer du soutien de l'édition. L'usine en grève fut fermée aux délégations (contre les provocations, bien sûr !) et la manifestation du jeudi 25 octobre, le même jour que celle pour LIP à la Gare de l'Est, fut soigneusement organisée pour que, ni par le parcours, ni par l'horaire, les deux manifs ne pussent se conjuguer, mais au contraire, apparaissent comme antagoniques. Avec cela, le slogan « Larousse-LIP même combat » n'était qu'une formule littéraire.

La grève ainsi protégée, on nous annonçait son succès spectaculaire. Ça y était : la direction CGT, enfin ! — soutenue par le PCF, des mairies de banlieue à Marchais en personne — allait pousser les choses jusqu'au bout. Et il est vrai que cette grève avait de sérieuses chances. Grâce à LIP et à la mobilisation de l'été, il était difficile au gouvernement de lancer à nouveau ces CRS sur l'usine ; quant aux patrons de Larousse, leur situation empirait tous les jours, malgré leur effort énorme de publicité, les ventes et les abonnements tombaient, la clientèle craignant la fermeture de la boîte.

Cependant, comme il était facile de le prévoir, la stratégie de la négociation pure, soutenue de petites grèves de soli-

darité peu gênantes pour le patronat de la presse (les jours de grève, certains journaux ont réussi à sortir... avant l'heure habituelle) ne pouvait qu'user la résistance. C'est le danger des grèves d'usage que les travailleurs s'y usent les premiers.

Comme la Taupette Rouge édition l'avait dit à l'avance : une grève de ce type exige, pour aboutir à son objectif un recul complet du patronat, la mobilisation de gros moyens nationaux, mis en œuvre rapidement. Faute de mettre ainsi le « paquet », le résultat ne pouvait guère être exemplaire.

Ce résultat est maigre : reprise du travail pendant deux mois pour les 90 grévistes (la moitié de l'effectif ayant déserté la grève), plus trois mois d'indemnité.

Les grévistes ayant été payés de leurs deux mois d'action par la caisse de grève, ils obtiennent en somme une indemnité modeste, une goutte d'eau prise sur la mer de profit que va réaliser Larousse rien que dans son opération immobilière.

Pas un échec donc, mais un résultat décevant après les fanfares annonçant le « vous allez voir ce que vous allez voir ».

Seuls, six grévistes, ont voté contre le texte de l'accord, mais la plupart des autres l'ont accepté contraints et forcés avec amertume (on ne s'oppose pas à la Fédération qui détient le monopole de l'embauche).

La direction syndicale avait d'ailleurs agité l'ultimatum classique, déjà utilisé chez LIP : « Si vous n'acceptez pas, vous n'aurez rien ; et puis la solidarité s'effrite, les souscriptions ne rentrent plus, et les copains de la presse ne veulent plus débayer ».

Peut-être était-ce vrai, quoique des faits existent qui permettent d'en douter, mais comment le mouvement de solidarité ne serait-il pas retombé alors que tout le monde ignorait la stratégie du mouvement, secret de la direction qui décide de tout, et que les efforts pour mobiliser la corporation restaient pour le moins insuffisants.

Larousse montre ce que peut la direction réformiste et bureaucratique dans le meilleur des cas (c'est elle qui l'a présentée ainsi). On n'oubliera pas ce modèle... pour comparaison.

Correspondant.





photo Gamma

## LE PAYS AU BORD DU GOUFFRE ?

Voilà six semaines que les mineurs britanniques boycottent les heures supplémentaires. Déjà, en pleine période de rationnement du pétrole, la production a chuté de 40 %. Il y a également des mouvements grévistes chez les électriciens, les cheminots, les dockers.

Michael Clapham, président de la Confédération industrielle britannique, a déclaré : « Le pays au bord du gouffre ». De son côté, en restreignant les programmes de télé et la circulation automobile, en réduisant la semaine de travail à trois jours, le gouvernement cherche délibérément à dramatiser la situation. Il veut dresser l'opinion contre les grévistes pour mieux les écraser. Pour l'avenir, les prévisions parlent de 1,5 à 2 millions de chômeurs. Le gouvernement conservateur compte aussi dessus pour amener la classe ouvrière à la docilité et la résignation. En effet, c'est seulement après avoir infligé une lourde défaite au mouvement ouvrier que le gouvernement conservateur peut espérer gagner les élections et avoir les mains plus libres pour sa politique anti-ouvrière.

Face à cette politique gouvernementale, le parti travailliste et la bureaucratie syndicale vont de reculade en capitulation. Wilson a vigoureusement dénoncé la grève des mineurs. Tandis que Gormley, dirigeant syndical des mineurs, a poussé à la grève totale des heures supplémentaires, contre l'avis des militants du PC. D'autre part, 7 des principales entreprises métallurgiques ont voté des motions pour la boycott

des heures supplémentaires à partir du 1er janvier. Pourtant, ni Gormley, ni Scanlon n'intègrent ce boycott dans la perspective d'une grève effective des mineurs et des métallos et encore moins d'une grève générale. Au contraire, lorsque des délégués de la métallurgie ont proposé d'inviter les mineurs dans leur réunion, cela a été rejeté sans discussion. Les bureaucrates syndicaux ne conçoivent les luttes en cours que comme une pression visant à user le gouvernement conservateur et préparer une victoire électorale des travaillistes.

Mais cette guerre d'usure électorale peut tourner à l'avantage du patronat et du gouvernement. La combativité ouvrière peut s'y user plus vite que la majorité conservatrice. C'est ce que Heath a compris, et c'est pourquoi il se livre aussi énergiquement à un véritable chantage, rejetant sur les travailleurs la responsabilité de la mauvaise situation économique.

Pour dénouer la crise, au lieu des tergiversations bureaucratiques, il faudrait s'engager résolument dans la centralisation des luttes, la préparation de grèves effectives, l'organisation d'une grève générale capable de renverser le gouvernement tory.

C'est ce que proposent nos camarades britanniques de l'International Marxist Group (section britannique de la IVème Internationale) dans un numéro spécial de leur hebdomadaire « Red Weekly » dont nous reproduisons de larges extraits dans les pages suivantes.



# WEST EALING NO 2 BRANCH NATIONAL UNION OF RAILWAYMEN



## PREPARER LA GREVE G

Il est maintenant clair pour tout le monde en Grande-Bretagne que nous sommes en plein dans une grave crise politique et économique.

Après avoir répété pendant des années que tout va pour le mieux, qu'il y a juste quelques problèmes mineurs, le gouvernement a imposé l'état d'urgence et cherche à effrayer pour faire admettre la phase 3 de sa politique des revenus. Chaque jour de cette année a vu les salaires entamés par une inflation galopante. Le niveau de vie de larges secteurs de la classe ouvrière est attaqué. Rien ne peut montrer plus clairement l'impasse à laquelle conduit le capitalisme.



Mais le pire est sans aucun doute devant nous. La crise de la balance des paiements (un déficit de près de 300 millions de livres en octobre) montre que la situation du capitalisme britannique se détériore encore. La même chose se produit à une échelle internationale. Comme le journal patronal « L'Economist » le reconnaît lui-même dans son numéro du 17 novembre « Le Japon et les Etats-Unis glissent dans la récession ». Pour tenter de résoudre ses problèmes économiques, le capitalisme va utiliser les mêmes méthodes que toujours, s'attaquant au niveau de vie des travailleurs pour maintenir ses profits.

### LA CLASSE DOMINANTE SE PREPARE

Le patronat, le gouvernement, et l'Etat sont bien conscients de ce que cette politique signifie. Leur but est de vaincre les luttes salariales de la classe ouvrière et d'imposer une politique anti-syndicale et anti-ouvrière. Si ce but est atteint pendant la Phase 3, ils calculent que le chômage, qui va réapparaître massivement en 74, viendra à bout de la combativité ouvrière. Les conservateurs pourraient ensuite gagner les élections générales et imposer des attaques pires encore contre la classe ouvrière.

Les conditions pour une telle victoire des classes dominantes sont déjà mises en place. Les luttes salariales qui se préparent contre la Phase 3 vont se heurter à une résistance farouche du patronat. La situation économique du capitalisme britannique signifie que le patronat ne peut pas se permettre, s'il veut préserver ses profits, d'importantes concessions salariales.

Durant tout l'été, les patrons se sont préparés aux batailles à venir. Des fonds de grèves énormes, de plusieurs millions de livres ont ainsi été rassemblés par la

Fédération patronale de la métallurgie (Engineering Employers Federation), qui a déjà déboursé deux millions de livres l'an passé en compensation des profits perdus pour la seule grève de Manchester. Une tactique brutale a déjà été expérimentée par les patrons dans les conflits locaux. A Chrysler par exemple, des voitures ont été lancées contre les piquets de grève ; et de même contre les piquets de grève du Morning Telegraph à Sheffield. La presse orchestre contre les grévistes une campagne semblable à celle de 1970, lorsque les gens étaient encouragés à cogner les grévistes.

Le plus important, c'est l'état d'urgence décrété par le gouvernement. Ça l'autorise à stocker des vivres et à recourir sans limite à la police et à l'armée. Comme le remarquait le 13 novembre le député travailliste Atkinson, cela veut dire aussi que le gouvernement a le droit d'arrêter les syndicalistes. La formation de brigades de police spéciales, anti-grève et anti-piquet, a été accélérée. Nous les avons vues en action contre les dockers de Hull lors de leur dernière grève, et contre les piquets de grève de Footprint à Sheffield.

### LA VICTOIRE EST POSSIBLE

Malgré les préparatifs de la bourgeoisie le prolétariat peut remporter les grandes luttes à venir. La seule force capable de résoudre la crise actuelle, la classe ouvrière et ses alliés, entre en conflit de plus en plus ouvert avec le gouvernement, l'Etat, et le patronat. Il était prévisible que des secteurs du prolétariat tels que les mineurs, les électriciens et les dockers entreraient en lutte contre la Phase 3. Mais des secteurs qui n'ont pas une aussi longue tradition de lutte, comme les pompiers et les infirmiers, se sont aussi mobilisés. En fait, si nous additionnons les secteurs déjà en lutte et ceux qui vont s'embranler sous peu contre le gouvernement et la Phase 3, il ne fait

aucun doute que la classe ouvrière est dans une situation incomparablement plus favorable que les patrons et leur Etat. Plus de 5 millions de travailleurs ont des exigences salariales qui viennent à échéance dans les prochains mois. En 1972, les mineurs ont montré ce que peuvent faire 260.000 travailleurs dans un combat résolu. Les pompiers de Glasgow ont déjà montré comment ouvrir une brèche dans la Phase 3. 5 millions de travailleurs, sans parler des millions d'autres qui se joindront au combat décisif, peuvent briser la Phase 3, chasser le gouvernement conservateur, et ouvrir la voie au socialisme.

Bien sûr, les patrons et l'Etat se préparent à résister et à défendre la Phase 3 (en préparant leur police spéciale anti-piquet et anti-grève, en préparant des fonds de grève patronaux, etc.). Mais ils sont encore trop faibles pour écraser des luttes ouvrières réellement déterminées. La précipitation avec laquelle le gouvernement a dû, l'été dernier, libérer les 5 de la prison de Pentonville, le prouve.

De plus, la bourgeoisie elle-même est profondément divisée, avec des secteurs qui se détournent du parti bourgeois traditionnel, le parti Tory, pour soutenir le parti Libéral. Plus encore, presque tous les groupes sociaux qui avaient appuyé la bourgeoisie dans les crises sociales passées, les étudiants par exemple, ont maintenant leurs propres griefs contre le système capitaliste et peuvent être ralliés aux côtés du prolétariat.

Les chances de vaincre sont meilleures qu'elles ne l'ont jamais été dans le passé. A condition que le combat soit mené dans un sens déterminé, il n'y a pas d'obstacle infranchissable. Si le prolétariat est vaincu, il le devra davantage aux orientations politiques erronées au sein même du mouvement ouvrier qu'aux conservateurs et aux patrons.

### ORGANISER LA LUTTE

Les cinq dernières années, le mouvement ouvrier a fait d'énormes progrès. Mais sur la question la plus cruciale comment consolider les gains de grandes victoires ouvrières telles que la grève des mineurs et la libération des 5 ? les progrès ont été réduits. Après la grève des mineurs de l'an passé, au lieu d'aller jusqu'au bout et d'envoyer les Tories au tapis, le syndicat (le TUC) a laissé le gouvernement se rétablir en ouvrant les négociations sur la politique des revenus.

Pire encore, après le magnifique combat pour la libération des 5, le TUC est retourné aux négociations et les a poursuivies pendant les Phases 1 et 2 du gel des sa-





# GENERALE

laire. Résultat : la défaite des travailleurs du Gaz et des hôpitaux, et une chute dans le niveau de vie des travailleurs. L'extraordinaire position de force conquise par la grève des mineurs a ainsi été dilapidée.

Dans la lutte contre la Phase 3, une politique radicalement différente est nécessaire. Toutes les attaques des patrons et de l'Etat peuvent être vaincues. Mais à deux conditions seulement. Premièrement, le combat doit être organisé. Cela veut dire dans toutes les zones, la mise en place d'organismes chargés de structurer des piquets de défense contre la police, d'assurer le ravitaillement et le soutien aux zones occupées, de gagner l'appui d'autres groupes de travailleurs. Deuxièmement, le plus grand nombre de travailleurs doit être impliqué dans l'animation active des luttes. C'est l'entrée en lutte de dizaines de milliers de personnes et leur enrôlement dans les piquets qui permit à la grève des mineurs de vaincre. Pour atteindre cette participation massive, il faut que chaque travailleur sente qu'il a un réel contrôle sur la lutte : une participation directe à toutes les décisions sur la façon de la mener.

Les gens qui décident de la conduite des luttes doivent être ceux qui combattent réellement (...). Cela ne peut être réalisé qu'à travers les assemblées générales et les comités de grève élus. Ce type de structures est déjà apparu dans certaines luttes récentes. Dans la grève du bâtiment, des comités d'action regroupant les travailleurs de diverses branches d'industrie ont été mis en place localement. Dans la grève des mineurs, des assemblées générales de piquets ont été réunies dans certaines zones pour décider de l'orientation. Dans les grèves de la métallurgie à Manchester, des efforts ont été accomplis pour mettre sur pieds un large comité de grève au niveau de la ville. Plus important encore, dans la récente grève des pompiers de Glasgow, un comité de grève démocratiquement élu avec des assemblées générales massives et fréquentes, a pu organiser victorieusement la lutte contre les patrons, la bureaucratie syndicale et le gouvernement.

## PREPARER LA LUTTE

Ce type d'organisation est aussi nécessaire pour la préparation de la lutte. Par exemple, le conseil national de la métallurgie a décidé une campagne pour populariser les revendications : à ce jour, pratiquement rien n'a encore été fait. C'est seulement en prenant l'initiative localement qu'une réelle préparation peut être réalisée.

Complètement différente en effet fut l'organisation de la lutte des métallos. Une réunion de 400 shop stewards s'est tenue à Glasgow pour décider la grève, une autre de 400 à Birmingham, et une autre de 800 à Manchester. Le résultat de cette organisation fut des grèves extraordinaires de plus de 400.000 travailleurs, les 5, 12 et 19 novembre. De telles réunions de délégués permirent aussi de vaincre les positions droites : le comité local comme à Leeds. Il faut absolument populariser ces formes de lutte dans les syndicats, avec des réunions de masse dans les entreprises pour discuter des revendications et des formes de lutte. Des conférences locales et nationales de représentants des shop-stewards doivent être organisées. Chez les métallos et les dockers, de telles conférences sur les perspectives sont prévues.

Dans presque toutes les luttes, la tactique de l'occupation d'usine sera vitale. Non seulement comme meilleure défense contre les lock-outs et les attaques de la police, ainsi que l'ont montré des dizaines de luttes récentes, mais chaque secteur occupé peut devenir un centre nerveux pour les communications et l'organisation de l'action.

Dans les luttes à venir, les militants doivent lutter pour :

des réunions de masse de travailleurs pour expliquer et propager les luttes ;

des réunions régionales et nationales de délégués de shop-stewards ;

des grèves avec occupation chaque fois que possible ;

le contrôle de la lutte à tous les niveaux par ceux qui la mènent : comités de grève élus au niveau local, régional et national ;

pas de négociations secrètes, représentants élus des travailleurs présents aux négociations, comptes-rendus réguliers des négociations devant les assemblées de travailleurs qui auront le dernier mot sur toutes les décisions majeures.

## DEFENDRE LES PIQUETS

La bourgeoisie est bien consciente de la force des piquets et elle a, en conséquence, concentré ses attaques tout au long de l'été contre cette forme de lutte. Dans le conflit de Footprint, à Sheffield, la police a brisé un piquet massif et arrêté le secrétaire local de la métallurgie ainsi que d'autres travailleurs. Sur le front juridique, conformément à la décision de justice rendue en avril dernier, il est désormais illégal pour un piquet d'occuper la route, même s'il n'exerce aucune violence. Le plus significatif à cet égard, c'est le procès des 24 travailleurs du bâtiment de Shrewsbury, qui constitue une tentative pour dissuader les travailleurs de recourir à l'avenir à des piquets mobiles massifs.

La première initiative dans le cadre de l'état d'urgence a consisté en la création d'un centre spécial anti-piquet dirigé depuis Scotland Yard. Il y aura désormais des brigades spéciales mobiles envoyées contre les piquets. Le ministre de l'Intérieur, Carr, l'a annoncé presque ouvertement à la réunion tory du 12 novembre Leicester, en disant : « Nous avons établi des contacts afin que les forces de police puissent avoir des accords de coopération avec les polices des régions voisines pour que, dans les plus brefs délais, des renforts demandés leur soient envoyés ».

Les patrons sont prêts à faire appel à la police. Dans le « Evening Standard » du 21 novembre, M. Leslie Chambers, directeur de la Fédération minière de Grande-Bretagne, a dit explicitement qu'il n'hésiterait pas à appeler la police pour que le charbon franchise les piquets. La troupe a déjà été utilisée dans le conflit des pompiers de Glasgow. Le député tory Peter Fry, écrivant

dans le « Guardian » du 17 novembre, est encore plus explicite. Il dit des piquets : « Les forces de police peuvent-elles être seules engagées ? N'y a-t-il pas besoin de l'aide de l'armée, comme force auxiliaire du pouvoir civil ? ». Il précise qu'il n'est pas seul à le penser : « Il y a toute raison de croire que ce problème a déjà préoccupé de nombreux policiers ». Même si l'armée n'est pas nécessaire aujourd'hui, elle le sera demain, conclut-il : « Il se peut que la confrontation n'aura pas lieu cette fois ! Mais il ne fait aucun doute pour beaucoup que, tôt ou tard, ce problème devra être résolu ».

Il est tout à fait clair que les mois à venir verront la plus sérieuse attaque contre le droit d'organiser des piquets. Si l'Etat parvient à défaire les piquets, tout espoir de victoire pour le prolétariat dans les luttes à venir sera perdu. C'est pourquoi l'auto-défense des piquets sera l'une des batailles prochaines les plus importantes.

Mais si la police fait ses préparatifs, le prolétariat a aussi montré qu'il est parfaitement capable de se défendre. Quand la police attaqua sauvagement les dockers de Hull et leurs piquets, lors de la dernière grève, les dockers appelèrent à des renforts massifs et répliquèrent avec les mêmes armes que la police. Quand la police brisa le piquet des mineurs à Saltley, 50 000 métallos débrayèrent, et 10 000 participèrent à un piquet massif qui mit la police en déroute. Bien qu'encore réduite, la mobilisation contre les procès de

## ORGANISATIONS DE LA CLASSE OUVRIERE

### LES « SHOP STEWARDS »

Il y a présentement plus de 200.000 shop stewards (délégués d'atelier) dans l'industrie britannique, 2.000 le sont à plein temps (sur le lieu de travail), le nombre des shop stewards s'est accru considérablement, depuis 1960, dans les secteurs de pointe (docks, mécanique, métallurgie).

Le shop steward est élu directement par la base (en général un atelier ou un secteur de production bien défini) et révocable à tout moment par une assemblée générale. Ses fonctions ne sont pas codifiées et il est même rare de trouver la mention de shop steward dans les statuts d'un syndicat. Il est autonome par rapport au syndicat et c'est précisément le but de la loi sur les relations industrielles que de lui enlever cette autonomie en forçant le syndicat à l'exclure sous peine d'amende.

### LES SYNDICATS BRITANNIQUES

Le Trade Union Congress compte 11 millions d'adhérents sur une population active de 23 millions de personnes (parmi lesquelles une moitié de « cols blancs »). Le taux de syndicalisation est de 80% dans le secteur secondaire. Le syndicalisme de masse dans le secteur tertiaire, bien qu'en pleine expansion, est relativement récent et touche surtout le secteur public : gouvernement, administration, éducation, etc. Les cadres inférieurs et moyens sont beaucoup moins syndicalisés qu'en France.

Il y a aujourd'hui 580 syndicats de métier ou d'industrie, d'importance inégale, puisque les dix plus grands regroupent plus de la moitié de la majorité des syndiqués.

Les deux grands syndicats (qui a eux deux, comptent presque 3 millions d'adhérents) sont le Transport and General Workers Union (transporteurs, dockers, travailleurs divers) et l'Amalgamated Union of Engineering and Foundry Workers (mécanique, construction électrique, électronique, métallurgie...) et ont comme secrétaires généraux respectifs Jack Jones et Hugh Scanlon.

Shrewsbury a marqué un point le 3 octobre avec des grèves chez les dockers de Liverpool et chez les ouvriers du bâtiment dans tout le pays. Une grève d'un jour a été organisée dans la métallurgie en riposte à l'arrestation de piquets à Sheffield.

Ce type d'action doit être développé :

par la formation dans chaque grève de piquets volant sous le contrôle des comités de grève élus ;

par l'organisation de l'auto-défense des piquets ;

par des manifestations de solidarité dans chaque zone avec les 24 de Shrewsbury et la préparation d'une action de masse au cas où ils ne seraient pas acquittés (...).

(Les camarades insistent ensuite sur la nécessaire extension des luttes en prenant pour exemple l'appui des étudiants et des femmes de travailleurs à la grève des mineurs. Ils soulignent également l'urgence à combattre le fascisme, le racisme divisionnaire, et la législation contre les immigrés. Au moment où la bureaucratie syndicale fait obstacle à la jonction entre les mineurs et les métallos en lutte, les camarades rappellent ce que l'éparpillement des luttes a déjà coûté de défaites récentes, dans le cas des gaziers, des infirmiers et des postiers, et ils mettent en avant la nécessaire coordination et centralisation des luttes à tous les niveaux. Ils dénoncent également le dialogue gouvernement-syndicats qui fait diversion par rapport aux tâches urgentes du mouvement ouvrier. La reprise de ces discussions serait une nouvelle atteinte sournoise contre l'indépendance syndicale déjà attaquée par la politique des revenus et la loi sur les relations industrielles Industrial Relations Act. Récemment, le puissant syndicat de la métallurgie a été taxé en vertu de cette loi de 100.000 livres, ce qui constitue une attaque frontale contre le droit de grève. Tout ceci conduit les camarades à dénoncer le suivisme du PC envers les dirigeants syndicaux comme Jones et Scanlon, considérés comme l'aile gauche de la bureaucratie, qui n'ont engagé aucune lutte énergique contre la loi Carr.)

suite page 10



(...) Ce sont les patrons et l'Etat qui sont les réels responsables de l'attaque contre la classe ouvrière. Mais la politique de la bourgeoisie est aujourd'hui organisée par le gouvernement conservateur qui mène l'assaut. La première mesure pour tenter d'enchaîner la classe ouvrière fut la loi sur les relations industrielles. Mais, après la grève des cheminots, la libération des 5, les conservateurs durent repenser leur stratégie. Persister dans l'application de la loi sur les relations industrielles aurait alors signifié un échec complet. Le mouvement ouvrier auquel les conservateurs n'avaient pas prévu à ce moment-là.

# DEHORS LE GOUVERNEMENT TORY

Mais le recul du gouvernement n'était que temporaire ; il se replia sur la politique des revenus et la loi criminelle (c'est à dire qu'il exhuma une vieille loi médiévale contre le droit de rassemblement pour ne pas avoir à utiliser directement la loi Carr). Le gel des salaires imposa cependant des restrictions au droit de grève à bien des égards comparables à celles prévues par la loi Carr ; et le problème des piquets vint à l'ordre du jour à travers le procès contre les 24 de Shrewsbury et d'autres cas semblables. Aujourd'hui que les Tories se préparent à un affrontement majeur, ils mobilisent tous les instruments mis en place ces dernières années : politique des revenus, lois criminelles, police, et loi sur les relations industrielles.

Mais il serait illusoire de penser qu'une défaite des Tories dans l'application de la Phase 3 conduirait automatiquement à leur renversement. Ils sont capables de faire encore le dos rond et, après un recul temporaire, de trouver une nouvelle manière d'attaquer la classe ouvrière. Pour en finir avec les attaques Tories, le mouvement ouvrier doit diriger ses énergies contre l'Etat-Major de toute l'attaque : le gouvernement tory doit être chassé.

Les grèves massives des dernières années ont ébranlé les bases de son gouvernement. La riposte aux Tories est évidente : il est nécessaire d'unir les mouvements ouvriers en une mobilisation décisive contre le gouvernement. Une grève générale pour renverser le gouvernement tory doit être l'objectif de la gauche. Nous pouvons être absolument sûrs que dans les luttes à venir existera la possibilité d'une montée assez puissante pour renverser ce gouvernement. Nous devons préparer la classe ouvrière à cette possibilité et si quiconque objecte que c'est un but illégal, nous répondrons simplement : c'est toujours contre la loi que la classe ouvrière a obtenu quelque chose de substantiel ; des martyrs de Tolpuddle à la libération des 5, chaque expérience le prouve. Le prolétariat doit avoir pour guide ses propres

intérêts, qui sont ceux de l'écrasante majorité de la société, et non ce que la bourgeoisie prétend être la loi. L'organisation des luttes prochaines et en particulier l'organisation de la grève générale pour renverser le gouvernement tory développera un degré de mobilisation du prolétariat et de ses alliés sans comparaison avec ce que nous avons vu ces dernières années. Ça signifie renouant avec les meilleures traditions de la grève générale de 1926, la construction de comités d'action. Les raisons en sont évidentes : une grève générale illustre la nécessité pour la classe ouvrière de prendre en charge l'organisation de la société dans son ensemble (...). Bien des comités d'action constitués ne peuvent apparaître, comme ce fut le cas en 1926, immédiatement avant ou pendant la grève même. Mais dès à présent les premières initiatives et elles peuvent être développées. Par exemple, des conférences à l'échelon local, représentant élus de tous les travailleurs en lutte dans la Phase 3.

Déjà quelques pas ont été faits dans cette voie. A Rotherham, 100 délégués représentant les mineurs, les travailleurs de la métallurgie et de la sidérurgie ont assisté à une conférence discutant des perspectives. A Chesterfield, 250 délégués de toutes les branches syndicales et des partis travailliste et communiste ont tenu une semblable conférence. Ce type d'activité peut jeter les bases de réels comités d'action dans le cadre d'une grève générale. Même une unité d'action plus modeste, à travers des comités d'action locaux par exemple, peut porter ses fruits quand la lutte se développera (...).

Beaucoup de membres du parti travailliste, si ce n'est tous, pensent que la seule issue à la situation réside dans l'élection d'un gouvernement travailliste. Mais tout le souvenir des travaillistes au gouvernement et de leur politique réformiste montre qu'un gouvernement travailliste ne résoud rien par lui-même.

Nous sommes pour le retour d'un gouvernement travailliste, mais seulement comme un moyen de stimuler les luttes et l'organisation de la classe ouvrière, et non comme un substitut à cette lutte et cette organisation. Les organismes créés dans la lutte pour le renversement des Tories ne deviendront en rien superflus si un gouvernement travailliste est élu. Ils seront tout aussi nécessaires pour organiser la lutte pour le socialisme, l'occupation d'usine, le contrôle ouvrier sur la production, le contrôle des prix dans l'intérêt des travailleurs, la préparation d'une résistance organisée à la contre-offensive bourgeoise, exigeant à chaque pas que le gouvernement travailliste couvre leurs actions et reconnaisse leur autorité.

En particulier, chaque militant socialiste conséquent, dans ou hors le parti travailliste, doit combattre l'idée dangereuse selon laquelle la meilleure façon d'obtenir l'élection d'un gouvernement travailliste serait l'abandon du combat contre la Phase 3 et un cheminement tranquille jusqu'à la prochaine élection. Si les Tories peuvent imposer la Phase 3 au mouvement syndical sans combattre, ils seront capables de lancer toute une offensive de division et de démoralisation de la classe ouvrière, en ralliant autour de la bannière tory une part importante de la classe moyenne qui s'en est récemment éloignée au profit des libéraux. Le plus sûr moyen pour laisser les Tories en place serait d'abandonner la lutte contre la Phase 3 (...).

## espagne

# SOLIDARITE CONTRE LE FRANQUISME

Les « 10 de Carabanchel » :  
Eduardo SABORIDO 20 ans  
Nicolás SARTORIUS 19 ans  
Francisco GARCIA SALVE 19 ans  
Juan Marcos MUNIS 18 ans  
Fernando SOTO 18 ans  
Francisco ACOSTA 12 ans  
Miguel Angel ZAMORA 12 ans  
Pedro SANTIESTEBAN 12 ans  
Luis Fernandez COSTILLA 12 ans  
Marcelino CAMACHO 20 ans

La vague de répression qui s'abat aujourd'hui sur le mouvement ouvrier en Espagne est d'une violence exceptionnelle. Depuis plusieurs semaines maintenant, les arrestations, les tortures, les lourdes condamnations et les assassinats frappent toutes les organisations clandestines ; et si l'Etat d'exception n'est pas ouvertement déclaré, la situation est souvent plus difficile même qu'en 1969.

Trois militants de l'ETA (V) sont morts dernièrement, l'un d'entre eux froidement abattu par la Garde Civile. Assassiné également un militant ouvrier maoïste, Cipriano Martos, forcé par les policiers armés d'avaler le contenu d'un cocktail Molotov, méthode que ne renierait probablement pas un certain Pinochet. Il s'agit d'une nouvelle tentative d'assassinat qui se prépare avec le procès des trois militants du MIL, provisoirement ajourné au début du mois de janvier.

Toutes les organisations ouvrières et révolutionnaires ont été frappées par ce déchaînement de la répression. La torture est employée systématiquement aujourd'hui contre les militants arrêtés ; elle n'est plus le sinistre privilège réservé aux militants de l'ETA au Pays Basque, elle est devenue monnaie courante. De même les condamnations prononcées se font-elles plus lourdes et la situation des emprisonnés politiques plus difficile.

Dans cette situation, le procès annoncé précipitamment pour le 20 décembre contre les dirigeants des Commissions Ouvrières prend une signification exemplaire. Arrêté il y a un an et demi, en juin 72, Camacho et ses camarades, les « 10 de Carabanchel », sont accusés d'appartenir à la Coordination Nationale des Commissions Ouvrières et des peines de 12 à 20 ans de prisons réclamés contre eux.

Dès le mois de septembre nos camarades de la Liga Comunista Revolucionaria et de l'ETA (VI) appelaient dans une déclaration commune à la mobilisation contre ce procès, le « Sumario 1001 », à la formation de comités de base, à la préparation d'une journée de lutte pour transformer ce procès en une mobilisation de masse contre la dictature franquiste (Rouge, No 224).

La violence de la répression et l'inertie des organisations réformistes ont empêché que ne se développe une mobilisation comparable à celle qui avait sauvé la vie de Izko et de ses camarades, il y a exactement 3 ans. La journée d'action du 12 décembre, convoquée tardivement et à la hâte par les Commissions Ouvrières, n'a pas pu atteindre une telle ampleur. A Barcelone pourtant, des manifestations de plusieurs milliers de militants ont montré qu'une telle riposte était possible.

De même, à l'échelle internationale, alors que les organisations révolutionnaires ont jeté toutes leurs forces dans la solidarité avec le Chili, la mobilisation aux côtés de l'Espagne en lutte reste très faible.

Il faut pourtant comprendre l'enjeu de ce procès. Ebranlée par les coups redoublés des puissantes grèves qui se succèdent — aujourd'hui encore la grève générale des Asturies témoigne de la combativité ouvrière — la dictature franquiste voudrait se forcer un passage vers un néo-franquisme dont l'instauration s'avère des plus délicates.

La bourgeoisie ne peut prétendre mener à bien l'opération de la succession qu'après avoir porté un coup sévère au mouvement ouvrier et révolutionnaire.

C'est le but qu'elle poursuit ouvertement aujourd'hui, c'est la mission du gouvernement « gris » de Carrero Blanco formé en juin dernier.

Ce n'est pas seulement parce que la répression frappe beaucoup plus durement nos camarades de la LCR et de l'ETA (VI) au lendemain de la fusion de leurs deux organisations qui fait d'eux une cible prioritaire, que nous devons nous mobiliser. Il faut apporter notre soutien militant à la classe ouvrière espagnole et à son avant-garde dans les affrontements qui se préparent avec la dictature dont la férocité ne fait qu'annoncer l'agonie.

Il faut faire de la lutte pour la libération immédiate des « 10 de Carabanchel » le point de départ d'une mobilisation

qui seule peut sauver les trois militants anarchistes du MIL menacés de mort.

A bas le procès 1001 !  
Liberté pour les 10 de Carabanchel, pour tous les prisonniers politiques !

Sauvons les trois militants du MIL menacés de mort !  
A bas la dictature franquiste !

## Red Weekly

PAPER OF THE INTERNATIONAL MARXIST GROUP (BRITISH SECTION OF THE FOURTH INTERNATIONAL) PRICE 5p. 3 NOV 1973

# WORKERS CAN SOLVE CRISIS

## Red Weekly

PAPER OF THE INTERNATIONAL MARXIST GROUP (BRITISH SECTION OF THE FOURTH INTERNATIONAL) PRICE 5p. 3 NOV 1973

# BUREAUCRATS MANOEUVRE INSTEAD OF ORGANISING STRUGGLE GENERAL ELECTION—OR GENERAL STRIKE?

The issue of the approaching elections between the Tory Government and the present Labour Government, how the rank and file of the Labour Party should behave, etc. are all in the papers.

## NIRC STRIKES

THE NATIONAL INSTITUTE FOR RESEARCH IN CONSUMER SERVICES (NIRC) has announced that it will be striking on 15th November.

## Red Weekly

PAPER OF THE INTERNATIONAL MARXIST GROUP (BRITISH SECTION OF THE FOURTH INTERNATIONAL) PRICE 5p. 7 DEC 1973

# PREPARE FOR GENERAL STRIKE

THE NATIONAL INSTITUTE FOR RESEARCH IN CONSUMER SERVICES (NIRC) has announced that it will be striking on 15th November.

... (The text continues with detailed analysis of the political situation, the role of the Labour Party, and the need for a general strike to challenge the Tory government's policies.)

... (The text continues with a call for international solidarity and a warning against the 'grey' government of Carrero Blanco.)



objectif:  
30 000 000

paris P. CHENOT  
CCD-4501/42  
souscription rouge



# FAIRE ECHEC A MARCELLIN

militants,  
lecteurs, sympathisants

# soutenez rouge !



## AIDER LIBERATION

« Libération » se vend et surtout se lit : 25.000 exemplaires diffusés, trois fois plus de lecteurs, ça commence à compter dans la jungle de la presse du fric.

Les problèmes de la presse révolutionnaire sont bien connus : l'étranglement financier guette à tous moments. Le lancement de « Libération » était un progrès décisif : chaque jour, contre la presse aux ordres qui trompe et qui ment, la voix de ceux qui souffrent et qui luttent. Cette aventure ne va sans risques. Les difficultés actuelles en sont un exemple. Comme ailleurs, plus qu'ailleurs, pour un journal, surtout s'il refuse les facilités de la publicité, le fric est le nerf de la guerre.

Bien entendu, nous ne sommes pas d'accord toujours et sur tout. Quand « Libération » traite Piaget de bureaucrate, fait une interview d'un non-gréviste le jour de la grève ORTF, crache sur la grève du 6, ou met trois jours pour s'apercevoir que 20.000 personnes à la Cartoucherie pour soutenir le Chili, c'est important, c'est pas très bon, ni pour le mouvement révolutionnaire, ni pour « Libé ». N'empêche que si « Libération » devait disparaître, ce serait un coup dur pour le mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Il faut aider « Libération », en le lisant, en le faisant connaître, en le soutenant matériellement.

Rouge.

## PRET A SIGNER ...

■ Certains dirigeants gouvernementaux, pour pouvoir avoir une influence réelle sur un milieu, doivent se résigner à en être les stricts porte-paroles, y compris en renonçant à leur propre politique. La tribune libre du « Monde » de Michel Field sur la lutte des lycéens en mars, par exemple, je suis prêt à signer... Seulement ce qu'il a écrit n'avait plus grand chose à voir à l'époque avec les objectifs de la Ligue Communiste » affirme Jean-Michel Catala, responsable de la Jeunesse Communiste dans un interview à « Tribune Socialiste ».

Cette déclaration ne manque pas de sel.

Nous sommes heureux d'apprendre que J. M. Catala était d'accord avec la manière dont la Ligue Communiste avait pris l'initiative et la direction du mouvement lycéen en mars dernier. Sans doute la JC n'avait pas pu à l'époque acquérir une « influence réelle » sur le milieu lycéen pour avoir l'occasion de s'exprimer en son nom. Et si Catala déclare aujourd'hui qu'il était prêt à signer, il faut bien reconnaître que tel n'a pas été le cas : l'absence des JC dans l'initiative de la lutte et la grossière manipulation tentée le 21 mars pour récupérer et dévoyer la grève, l'avait placé « sur la touche » si bien que le dilemme n'a pas été trop grand pour eux entre leur « propre politique » et l'influence réelle sur le milieu.

« EN RENONÇANT A LEUR  
PROPRE POLITIQUE »

Lorsque les JC occupent l'ambassade

du Chili, nous sommes en félicitons. Lorsque Roland Leroy explique qu'il faut des formes de lutte nouvelles et différenciées pour la jeunesse, nous reconnaissons là un certain progrès dans la compréhension des causes des échecs des JC et de l'UEC ces dernières années.

Les JC vont-ils « renoncer à leur politique » pour regagner l'influence qu'ils avaient perdu dans la jeunesse ? « Ce n'est pas la forme d'action qui définit le gauchisme c'est son contenu. Une action d'un groupe peut traduire un ressentiment de la masse de la jeunesse et bénéficier de son soutien » explique Catala dans T.S.

Nous sommes sûrs que l'action antifasciste du 21 juin a bénéficié - a posteriori - d'un soutien de masse et la preuve en est, entre autres, l'attitude de toutes les forces ouvrières et démocratiques après la dissolution de la Ligue Communiste. La preuve en est aussi que le 19 décembre la direction de la JC et du PC a essayé de prendre l'initiative pour obtenir l'interdiction du meeting fasciste de « Faire Front ».

De même lorsque l'UEC accepte de participer à des comités de base antifascistes dans les universités avec les révolutionnaires.

En appelant initialement à manifester « des Gobelins à la Mutualité », puis devant le remplacement du meeting fasciste par une manifestation, en appelant à contre-manifester, la direction du PC a

montré son obstination - sans doute pour avoir tiré les leçons du 21 juin. Mais aussi parce que le durcissement du pouvoir et la tolérance d'un fasciste chilien à Paris étaient des menaces directes contre le programme commun et la stratégie de passage pacifique au socialisme.

Est-ce que le PCF et la JC sont devenus aventuristes ? Jouent-ils avec le feu ? Assurément non ! Catala a raison de dire que ce n'est pas la forme de l'action qui compte mais son contenu. Sans remettre nullement en cause le cadre électoraliste de leur politique, sans cesser de subordonner toute action de masse, ou toute action minoritaire à l'objectif d'une victoire aux élections, le PC et la JC pourront faire encore beaucoup plus que ces premiers pas timides : ce contenu ne changera pas.

Multiplions les occasions de rencontres, de débats, d'unité d'action avec les JC et l'UEC ! Notamment dans le cadre des comités de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien ! Ne pensent-ils pas que l'action contre Villarin était juste ? (Le ton embarrassé et malhonnête de l'« Humanité » pour en rendre compte en est une preuve). Ne pensent-ils pas que la manifestation centrale à Paris du 9 décembre contre la venue du « Club de Paris » était une mobilisation à laquelle leur direction aurait dû appeler ? Pourquoi ne pas faire des comités à la base, unitaires sans exclusives en soutien à la résistance chilienne ?

G.F.



# FASCISTES RACISTES ASSASSINS!



« Plastiquez les mosquées, les bistrotts, les commerces arabes... Prenons Boumédienne au mot en créant l'insécurité des Nord-Africains en France ». « Ne nous obligez pas à vous faire ce que vous avez fait aux nôtres. La valise ou le cercueil, vous connaissez ? ».

Cette prose réugnante, ces transparents appels au meurtre ont paru dans un torchon nommé le « Combat européen ».

La semaine dernière, des fascistes sont passés des paroles aux actes : une bombe de 10 kilos a été jetée vendredi dans le hall du Consulat d'Algérie. Bilan : 4 morts, une vingtaine de blessés.

Le « Club Charles Martel », petit cercle ultra-fasciste (dont la devise est : « les Algériens nous ont expulsés par la violence, nous les expulserons par la violence »), revendique ouvertement cette boucherie. Les services de police de Marcellin, tout entiers mobilisés contre « l'ennemi intérieur », n'ont rien vu, rien entendu.

Mais les assassins de Marseille ne sont pas seuls, ils ne sont que le dernier maillon d'une longue chaîne de crimes racistes, de mensonges, d'intoxication anti-arabe. L'affaire du pétrole, les menaces sur l'emploi, tout cela fait s'agiter les bas-fonds du racisme : de ses hommes de main à ses hommes de plume.

Et pour attiser la haine raciale, il existe de véritables spécialistes :

« Assez de voleurs algériens, assez de casseurs algériens, assez de fanfarons algériens, assez de trublions algériens, assez de syphillitiques algériens, assez de proxénètes algériens, assez de fous algériens, assez de tueurs algériens » écrivait il y a trois mois « Le Méridional » après l'assassinat d'un chauffeur de taxi marseillais par un Arabe, lynché peu après par la foule.

Oui, il existe des spécialistes et leurs méthodes éprouvées sont immuables. Témoin ce faux tract attribué à l'Amicale des Algériens en Europe qui appelle les travailleurs arabes à se détourner des travailleurs français et à violer leurs femmes ! Tract ordurier destiné à dresser les Français contre les Algériens : il vient d'être distribué par des inconnus à Vernon ; le même texte avait été distribué il y a deux ans à Chelles par des sbires de la droite locale.

Toutes ces attaques racistes aujourd'hui ont le même but : diviser la classe ouvrière au moment où elle a le plus besoin de son unité face au patronat dans la lutte contre la vie chère et le chômage.

Aucune d'elles ne doit rester sans riposte. Après les crimes du consulat d'Algérie, militants français et immigrés ont immédiatement réagi par une mobilisation de masse ; à Marseille, l'enterrement des victimes donna lieu à un énorme cortège dont la police a chargé la dispersion, envoyant plusieurs manifestants à l'hôpital. A Paris aussi s'est déroulée une manifestation unitaire de l'extrême-gauche et du Mouvement des Travailleurs Arabes. Dans les Bouches-du-Rhône, des grèves ont eu lieu contre le racisme.

Fascistes, racistes, assassins !

## FRANCAIS-IMMIGRÉS:

## MEME PATRON,

## MEME COMBAT!





## Bergeron au secours des patrons

Face à l'inflation, face aux menaces de récession, face à la crise du pétrole, Bergeron a enfin trouvé des responsables. Les patrons, le gouvernement ? Non : les travailleurs immigrés. C'est pourquoi ce triste sire, pilier poussiéreux des anti-chambres du ministère, part en guerre pour l'arrêt de l'immigration. La direction de la CGT s'indigne contre cette ignominie. Mais ses propres positions ne sont pas exemptes d'ambiguïté.

■ Pour se préparer à la récession qui s'annonce et dont la gravité sera accentuée par la crise du pétrole, les bourgeois européennes ont pratiquement toutes mis en place des procédures réglementant l'immigration : en Allemagne, en Suisse, en Angleterre, en Autriche, et même en Suède, elles ont déjà cherché à atténuer les effets de la crise sur le dos des travailleurs étrangers.

En France, avec la circulaire Fontanet-Marcellin, le gouvernement dispose depuis septembre 72 d'une législation répressive qui permet le renforcement du contrôle policier sur l'immigration. Dans l'immédiat, recherchant des rapports privilégiés avec les bourgeois arabes pour sortir mieux que ses partenaires européens de la crise du pétrole, elle s'est gardée d'appliquer une politique d'arrêt brutal de l'immigration « à l'allemande ». Mais les patrons français, dans les secteurs les plus touchés comme celui de l'automobile, n'ont pas hésité à recourir d'ores et déjà à une politique de mise en chômage des travailleurs étrangers, par non-renouvellement des contrats temporaires de travail (Peugeot, Simca...). Ce qui signifie en fait — avec la circulaire Fontanet — l'expulsion s'ils n'ont pas retrouvé de travail dans 3 mois.

### L'AGITATION DE TENDANCES FASCISANTES, CHAUVINES, CARTIFRISTES

Le 21 juin, les fascistes d'Ordre Nouveau lançaient une campagne « contre l'immigration sauvage ». Leur meeting où l'anti-sémitisme le disputait au racisme anti-arabe, se tint sous la protection de la police de Marcellin. Aujourd'hui c'est « Faire Front » véritable sosie d'Ordre Nouveau qui poursuit la même campagne.

Encore les xénophobes d'Ordre Nouveau se contentaient-ils de réclamer l'arrêt de l'immigration « sauvage », c'est-à-dire clandestine. Un dirigeant syndical vient tout récemment de réaliser une performance peu commune : celle de les débiter sur leur droite, en réclamant l'arrêt pur et simple de toute immigration. Bergeron amène l'opinion à grands renforts de presse en déclarant notamment : on comprendra mieux aussi les mises en garde de F.O. concernant le nombre de travailleurs immigrés en France, actuellement de 1.700.000 et qui

désormais et en d'autres cas ne devrait pas être dépassé ».

Par cette position ultra-chauvine de division de la classe ouvrière, Bergeron prend place dans le chœur des tendances les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Avec un Raymond Cartier qui s'indigne que la France soit un des seuls pays européens à « n'avoir pas encore pris de mesures » et conclut un éditorial radio-diffusé en disant que face aux arabes : « nous devons avoir le courage de comprendre que nous sommes condamnés à nous défendre ». Avec un Tixier-Vignancourt qui, lui, propose carrément une loi qui interdise aux travailleurs immigrés de faire des mandats pour envoyer de l'argent à leur famille...

Dans un tel contexte, il n'est pas étonnant que les tendances les plus racistes de l'extrême-droite passent carrément aux actes, sans reculer devant le crime ou l'attentat individuel, comme à Marseille ou devant l'usine Berliet de Venissieux.

### LE PCF ET LA CGT : UNE INDIGNATION LEGITIME QUI MASQUE DES POSITIONS PLUS QU'AMBIGUES

Commentant les déclarations de Bergeron, Raymond Gelly dans l'Humanité les définit comme « une indignation dont seule la CGT peut être jalouse ». Ce qui est tout-à-fait juste.

Mais, au fil des jours, les positions du PCF et de sa fraction dans la CGT révèlent d'inquiétantes formules. Ainsi André Allamy, secrétaire de la CGT, déclare tout net : « oui, il y a un problème de l'immigration en France » et il ajoute aussitôt : « les entrées de main-d'œuvre immigrée pour les neuf premiers mois de 1973 sont nettement supérieures à celles de la même période pour 1972. Qui en porte la responsabilité ? Les syndicats ? Non, c'est le gouvernement qui, lui, a les moyens de les contrôler. » (l'Humanité du 14-12-73).

Ainsi, le premier reproche qu'il fait au pouvoir bourgeois, c'est d'avoir laissé rentrer trop d'immigrés (« gouverner c'est prévoir ») alors qu'il avait les moyens de contrôler les arrivées.

Position confirmée par André Vieuguet, membre du BP du PCF, qui souligne la « place des travailleurs immigrés dans l'économie nationale » mais critique l'immigration « massive » : « Conçue pour satisfaire les intérêts privilégiés des monopoles, l'introduction massive de travailleurs immigrés, hier et aujourd'hui présentée comme une nécessité, sert en même temps de prétexte à ses promoteurs pour aggraver les mesures de répression et de discrimination à l'encontre des immigrés ».

Partant d'un tel postulat, que préconise la direction de la CGT ?

Un certain nombre de mesures correctes de défense des travailleurs immigrés résident en France : pas de licenciements prioritaires, répression des trafics de main-d'œuvre, même garantie de l'emploi pour tous, suppression des contrats successifs à durée déterminée.

### DERNIERE MINUTE : BERGERON RECULE... RAISON DE PLUS POUR ETRE CLAIR !

Après l'accueil de ses précédentes déclarations, Bergeron a tenu une conférence de presse où il refuse de voir les positions de FO « assimilées à des mouvements racistes et xénophobes tel l'Ordre Nouveau ». Il se défend de vouloir « renvoyer les immigrés chez eux » et précise ses dernières positions : il est « contre l'immigration sauvage » (sic), pour « l'élaboration avec le concours des syndicats d'une politique de clarté basée sur le contrôle quantitatif et qualitatif de l'immigration ». Il ajoute même, plein de sous-entendus : « il n'existe aucune contradiction entre nos positions et celles du Parti Communiste et, lors des négociations avec le ministre, toutes les organisations syndicales sont proches de notre point de vue bien que, par la suite, elles déclarent des choses bien différentes ».

Ce genre de déclaration impose des réponses claires, en particulier sur ce que Bergeron appelle le « contrôle quantitatif et qualitatif de l'immigration ». Ce n'est pas en brandissant l'étendard du « contrôle démocratique » que le PC le pourra.

Mais ces mesures ont pour pendant un corollaire : la mise sur pied d'une politique de contrôle systématique de l'immigration par l'Etat bourgeois dans le cadre de l'ONI (Office National de l'Immigration), avec la participation directe des directions syndicales. Ce qui revient à dire à la bourgeoisie : discutons ensemble pour savoir combien d'immigrés sont nécessaires au bon fonctionnement de « notre économie nationale » : discutons contrôle de la quantité et de la « qualité ».

Politique de collaboration de classe éhontée que le PCF réclame avec obstination depuis des décennies.

Mais il y a pire encore. Parmi toutes les mesures proposées par le PCF et la direction de la CGT, la première, c'est la « régularisation de la situation de tous les immigrés qui se trouvent en France AVANT TOUTE NOUVELLE INTRODUCTION DE MAIN-D'OEUVRE ETRANGERE ». Ce qui revient — en termes élégants mais transparents — à se prononcer pour l'arrêt immédiat de toute immigration, tant que la situation des tra-

vailleurs étrangers entrés clandestinement en France n'est pas régularisée. Afin sans doute d'avoir toutes les données pour contrôler « en connaissance de cause » le volume des arrivées ultérieures d'immigrés.

Une telle position, guidée par « la défense de l'intérêt national » et non celle de l'internationalisme prolétarien, laisse les travailleurs français politiquement désarmés face à une poussée possible de courants racistes dans la classe ouvrière. Il ne s'agit pas d'un risque abstrait, d'une vue de l'esprit : il suffit pour s'en convaincre de se rappeler qu'il y a encore quelques mois, à l'usine Renault de Flins tous les noms de délégués immigrés ont été systématiquement rayés sur les listes aux élections professionnelles.

### UNE SEULE REPONSE CLAIRE : CELLE DE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

Les militants communistes révolutionnaires se placent seulement du point de vue général des intérêts du prolétariat. C'est pourquoi ils rejettent avec indignation toute politique reposant sur le postulat : « du travail pour les Français d'abord ». Ils ne disent pas comme le fait Raymond Gelly avec cet usage des pronoms personnels si communs aux gens embarrassés : « On nous dira sans doute que, pour les travailleurs français, penser d'abord à eux n'est en rien condamnable » (Humanité du 12-12-73).

Ils se prononcent clairement contre les expulsions d'immigrés, contre les propositions d'arrêt de l'immigration. Mais aussi contre toute politique de contrôle de l'immigration par l'Etat bourgeois, même parée de vertus « démocratiques » dans la mesure où les directions des syndicats français y seraient associées. Pour eux, dire que les travailleurs immigrés sont partie intégrante de la classe ouvrière, cela signifie l'exigence pour eux de la totalité des droits et des avantages dont bénéficient les travailleurs français ; y compris — contrairement aux positions du courant Maire au dernier congrès de la CFDT — des droits politiques.

Enfin, face au chômage, ils refusent de jouer le jeu de la logique capitaliste en voyant un mal inévitable, et luttent pour une réduction massive du temps de travail, pour le partage de tout le travail existant entre toutes les mains ouvrières.

- Libre jeu des courants migratoires.
- Mêmes droits pour tous ceux qui travaillent dans le même pays.
- La semaine de 35 heures.

## UNE VIEILLE HISTOIRE

Dans les années 30, face à la montée du chômage, un débat s'engagea entre la direction CGT réformiste de Jouhaux (même tendance que F.O. aujourd'hui) et la CGTU (tendance PCF) sur les mots d'ordre à avancer en matière d'immigration.

La direction de la CGT réformiste s'orienta résolument vers une politique chauvine anti-immigrés qu'on pouvait résumer en une formule : « du travail pour les Français d'abord ». Elle n'hésita pas devant les positions les plus immondes :

- Contre toute nouvelle introduction de main-d'œuvre étrangère.
- Interdiction qu'il y ait plus de 10 % de travailleurs étrangers sur les chantiers.
- Proposition de cartes d'identité de couleurs différentes par profession pour les empêcher de changer de métier.
- Appui à toutes les mesures de rapatriement gouvernementales (résultat : 53 208 entrées contre 108 513 sorties en 1932).

Cette ligne visant à privilégier la « main-d'œuvre blanche nationale » eut pour effet d'introduire de graves divisions dans la classe ouvrière et d'affaiblir le camp de tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. Suprême dérision, elle se montra — malgré tout leur zèle — incapable d'enrayer la progression du chômage : le nombre de chômeurs secourus passe de 273 000 en 1932 à 341 000 en 1934. Amers, les dirigeants de la CGT finirent par constater que l'expulsion des immigrés « ne saurait ni résoudre, ni même améliorer la crise actuelle du chômage ».

Les dirigeants de la CGTU s'opposèrent avec fermeté à cette politique. Vouloir arrêter l'immigration, réclamer l'expulsion des travailleurs immigrés, cela « ne diminuerait pas d'une unité le

nombre des chômeurs sur le marché mondial du travail » ; ce serait « une répudiation de l'internationalisme de classe ».

L'un d'eux, Racamond, déclare très clairement en 1931 :

« Il ne peut pas y avoir, en régime capitaliste, de réglementation de la main-d'œuvre étrangère pour protéger la main-d'œuvre française. Vous imaginez-vous qu'on va fermer les frontières à la main-d'œuvre étrangère pour élever les salaires des ouvriers français ? Allons donc ! On expulsera les migrants et le reste (...) demeurera en France pour travailler à un taux inférieur ». Affirmation qui fut pleinement vérifiée par les faits puisque, cette année-là, rien qu'à Paris, furent expulsés plus de 1500 migrants étrangers.

Et la résolution sur la main-d'œuvre étrangère du 6<sup>e</sup> Congrès de la CGTU se prononce nettement contre toute politique « protectionniste » invitant l'Etat bourgeois à stopper ou à continger l'immigration :

« aux manœuvres de la bourgeoisie la classe ouvrière doit opposer le libre jeu des courants migratoires, l'embauchage libre, la suppression des contrats draconiens assujettissant la main-d'œuvre étrangère au patronat, les mêmes droits et secours de chômage aux ouvriers étrangers afin de sauvegarder les droits et le travail à tout le prolétariat ».

A quarante ans de distance, c'est le même débat qui reprend aujourd'hui. La direction de F.O. est restée fidèle à la tradition de Jouhaux ; mais la fraction du PCF qui dirige aujourd'hui la CGT a mis beaucoup d'eau dans son vin. Elle n'hésite pas maintenant à préconiser la politique de contrôle de l'immigration qu'elle fustigeait autrefois.

F.L.



# la fin des derniers lambeaux de légalité



● Cinq mois après le coup d'Etat du 27 juin, l'armée uruguayenne, qui gouverne encore par fantoche interposé, le président élu, Bordaberry, vient de supprimer les derniers restes de légalité. Le 1er décembre dernier, 14 organisations de gauche et d'extrême-gauche ont été dissoutes.

Ce nouveau coup de la répression fait partie du vaste plan des militaires visant à écraser totalement la classe ouvrière, les salariés et les étudiants. Déjà, au lendemain du coup d'Etat, la centrale syndicale unique, la CNT, avait été dissoute et de très nombreux militants politiques et syndicaux avaient été arrêtés. La plupart sont toujours en prison à l'heure actuelle, dont le général Seregni, leader du Frente Amplio. De très nombreux prisonniers avaient été parqués dans un stade de Montevideo, le « Cilindro Municipal ».

La censure et surtout les fermetures de journaux faisaient disparaître la presse d'opposition. Les militaires, toujours très « francs », ont d'ailleurs officiellement nommé « plan baillon » l'ensemble des mesures destinées à la presse. Un décret de réglementation syndicale interdisait pratiquement le droit de grève et ligotait les syndicats, les soumettant à la surveillance de la police : tous les syndicats doivent donner régulièrement la liste de leurs adhérents à la police.

C'est dans un tel climat de répression, d'attaques fascistes et de propagande « anti-marxiste » que la gauche unie remporte les élections universitaires le 13 septembre. L'université restait ainsi le dernier bastion de l'opposition. Cela n'allait pas durer longtemps : le 27 octobre, une bombe explose, fort opportunément, dans une faculté, faisant un mort. L'armée prend ce prétexte pour intervenir : le recteur de l'Université, les doyens de toutes les facultés et 150 étudiants et professeurs sont arrêtés, tous les cours sont suspendus.

## MORT DE LA « SUISSE DE L'AMÉRIQUE LATINE »

Aujourd'hui l'Uruguay est dans une situation politique très proche de celle du Brésil ou du Chili. Or, il y a une dizaine d'années, c'était « le pays le plus démocratique de l'Amérique Latine ». Il y avait un régime de type parlementaire dominé par deux partis bourgeois : le parti Colorado, représentant la bourgeoisie industrielle et commerçante, et le parti Blanco, représentant les latifundistes. Le mouvement syndical était, proportionnellement à la population, l'un des plus forts d'Amérique Latine. La gauche jouissait de tous les avantages de la légalité, elle était relativement faible et très hétérogène (il existait en 1960 plus de 30 organisations de gauche et d'extrême-gauche). L'armée, très réduite, n'était plus intervenue dans

la vie politique depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Cette situation politique, exceptionnelle sur le continent, correspondait à une situation économique et sociale également exceptionnelle. Le niveau de vie de la population urbaine, y compris la classe ouvrière, était comparable à celui de l'Europe. Les seules poches de « sous-développement » étaient constituées, au niveau social, par le prolétariat agricole du Nord du pays, mais ce n'était qu'une fraction réduite de la population totale.

Aujourd'hui, la situation économique est catastrophique : le niveau de vie des salariés ne fait que baisser depuis des années, les prix doublent très régulièrement tous les 3 ou 4 mois, le chômage est massif, des gens meurent de faim. Depuis 1968, des centaines de milliers d'Uruguayens (sur une population de moins de 3 millions d'habitants) ont émigré en Argentine, au Canada, en Australie...

La prospérité antérieure était bâtie sur une base très fragile : l'Uruguay est toujours resté un pays dépendant de la Grande-Bretagne en particulier. Toute l'économie dépendait des exportations de la viande et de la laine et, dans une moindre mesure, de l'activité bancaire (Montevideo était devenue une place financière internationale). Avec la très forte baisse des prix de la viande et de la laine — après la guerre de Corée — commença la crise, marquée par une inflation galopante. La réponse de la bourgeoisie fut classique : blocage des salaires et chômage.

## DE L'ÉTAT FORT AUX MILITAIRES

Pour faire appliquer ces mesures, il fallait à la bourgeoisie une nouvelle politique. En 1958, le parti Blanco vient au pouvoir, pour la première fois depuis 1904 et soumet le pays au Fonds Monétaire International. Puis, cela ne suffisait pas — la classe ouvrière se radicalisait sous le double impact de la crise et de la victoire de la révolution cubaine — une nouvelle constitution (la constitution « Naranja ») est promulguée en 1966, renforçant l'exécutif. Déjà à cette époque, certaines fractions de la bourgeoisie songeaient au coup d'Etat militaire. A partir de 1968, l'Uruguay est soumis à une « dictature constitutionnelle ». En réponse au développement des luttes sociales et de l'action du MLN (Tupamaros), le pouvoir gouverne à coups de « mesures exceptionnelles de sécurité ». Cela ne suffisait toujours pas, après les élections de novembre 1971 — au cours desquelles la gauche, unie dans le Frente Amplio, est devenue la 3<sup>ème</sup> force politique — l'armée entre en scène à l'appel du pouvoir exécutif, en avril 72, au nom de la « lutte contre la

subversion ». « L'état de guerre interne » est proclamé qui accorde pratiquement tous les pouvoirs à l'armée sous le contrôle du parlement.

Employant une tactique de répression modulée, attaquant les différents secteurs de la gauche l'un après l'autre, l'armée, en un peu plus d'un an, réussit à infliger une défaite sérieuse au mouvement ouvrier. Les principales étapes de cette offensive sont les suivantes :

— d'avril à septembre 72 se déchaîne la lutte contre le MLN (Tupamaros) : des milliers de militants et de sympathisants du MLN et d'autres organisations révolutionnaires sont arrêtés, sauvagement torturés (la police et l'armée uruguayenne ont pris des cours de torture aux USA et au Brésil). Par cette répression, la trahison de deux membres importants, et aussi à cause de certaines erreurs d'analyse, l'appareil militaire du MLN est très sérieusement touché ;

— en décembre 72, c'est l'attaque contre les enseignants du secondaire et du primaire, tandis que les groupes fascistes multiplient les agressions dans les lycées ;

— parallèlement, l'armée développe une campagne contre la corruption — réelle — des politiciens bourgeois, campagne visant à discréditer les parlementaires qui voyaient sans plaisir leur rôle diminuer sans cesse ;

— en février, cette offensive culmine : un Conseil de défense est créé, regroupant l'Etat-Major de l'armée et le gouvernement. C'est ce Conseil qui aura tout le pouvoir dans les faits. En même temps, l'armée publie des communiqués (les communiqués 4 et 7) développant un très timide programme réformiste bourgeois. Il n'en faut pas plus pour que le parti communiste et la majorité de la CNT appuient les militaires, allant jusqu'à organiser une manifestation sous le mot d'ordre « Ouvriers et militaires unis ». Le PC souligne les « aspects positifs » du programme militaire et veut favoriser par son soutien l'émergence d'une tendance « péruvienne » ;

— et c'est le coup d'Etat du 27 juin : le président de la république dissout le parlement, censure la presse, interdit toute activité politique... Là encore, en pleine grève générale et malgré la dissolution de la CNT, le PC maintient des contacts avec les militaires, demandant simplement la démission du président Bordaberry « représentant de l'oligarchie » et l'application des communiqués 4 et 7. De très nombreuses rumeurs circuleront dans Montevideo en juillet, disant que le PS a négocié l'arrêt de la grève contre sa non dissolution. Si cela est vrai, et il y a de nombreux indices qui semblent le confirmer, il a bien réussi : une fois la classe ouvrière désarmée, la répression a pu continuer de plus belle ! ●

De son côté, le MLN (Tupamaros), après un long silence de plusieurs mois, réapparaît en juillet, en occupant 4 usines, et diffusant un communiqué qui définit l'armée comme « le bras armé de l'oligarchie » et qui amorce une auto-critique de la ligne suivie par l'organisation. Dans la ligne de ce communiqué une conférence de presse sera donnée à Buenos Aires en fin septembre 73 dont voici quelques extraits :

► Lors de la réapparition publique des Tupamaros, avec le communiqué récent, vous signalez trois aspects d'auto-critique : sous-estimation de l'ennemi, sous-estimation de la capacité de lutte du peuple et trahison de la part de quelques militants. En fait, que signifient ces éléments d'auto-critique ?

On sait que, jusqu'en 1968, nous avons connu une période presque exclusivement consacrée à la construction interne ; disons que jusqu'à ce moment les lignes stratégiques fondamentales étaient de conscientiser et d'organiser.

Après le premier enlèvement, celui de Pereira Reverbel, s'est ouverte une autre étape et nous sommes parvenus à avoir une influence plus directe sur la situation politique du pays. La mise en question du régime du président Pacheco Areco développée par le MLN entraîna un vaste soutien des masses et une croissance vigoureuse jusqu'en 1972. Ce développement correspondait également à une forte augmentation des tensions au sein de la société avec une intensification croissante de la crise sociale et politique. Nos actions ont eu un impact très profond sur les couches populaires, et en particulier sur la petite et moyenne bourgeoisie qui vivait un processus de radicalisation aiguë. Cela a été un facteur pour que la composition sociale de notre organisation change sensiblement.

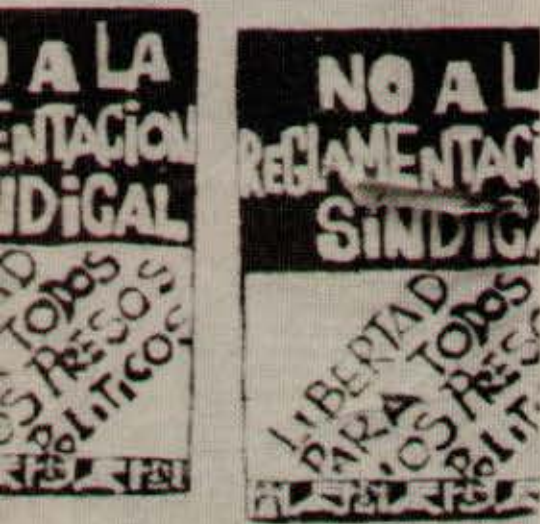
Bien que les Tupamaros aient leurs racines les plus fertiles dans les plantations de canne à sucre du Nord de l'Uruguay, là où se trouvent les ouvriers des grandes plantations monopolistes de sucre, les secteurs d'étudiants et d'employés ont prédominé dans le développement ultérieur. Cette composition sociale a déterminé de façon interne l'hégémonie de la petite-bourgeoisie et, postérieurement, cela a donné lieu à des carences idéologiques et politiques. On a confondu la direction politique des masses avec l'action militaire comme forme fondamentale de l'activité de l'avant-garde. Nous n'avons pas non plus placé la classe ouvrière au centre de notre activité révolutionnaire.

► Que pouvez-vous dire des trahisons ?

Nous pensons que c'est l'aspect du problème le plus important, c'est à dire celui de la théorie que se donnent les révolutionnaires pour la construction de l'organisation révolutionnaire. Si, dans la construction de l'organisation, les fondements idéologiques s'affaiblissent, comme cela nous est arrivé, les questions de principe deviennent relatives et l'on sous-



# le drame de rome



Quant à la dernière question, nous voulons signaler que le PC nous a signalé quelques erreurs et que plus tard l'expérience a prouvé que quelques unes de ces observations étaient correctes. De toute façon, les critiques que nous a faites le PC n'ont jamais touché le fond de nos divergences. Le thème central qui nous sépare d'eux est celui du caractère de la lutte révolutionnaire et du rôle de la violence. Sur ces thèmes de fond, eux et nous avons deux théories, deux conceptions qui s'opposent dans le développement de deux politiques et dans le développement de la pratique politico-sociale de l'une et estime la théorie; naturellement, on augmente ainsi l'isolement des militants par rapport au peuple et à la classe ouvrière en particulier et c'est alors que surgissent les attitudes individualistes et les faiblesses qui en découlent. Pour nous Hector Amodio Perez représente la plus haute expression des déformations et de l'influence petites-bourgeoises au sein de notre organisation. Amodio, avec Alicia Rey Morales et Arquimides Piriz Budes ont tourné le dos aux intérêts de la classe ouvrière et du peuple, ce sont des traîtres et c'est pourquoi ils sont condamnés à mort (...)

► Quelle est votre opinion sur l'attitude du Parti Communiste face au coup d'Etat militaire et, de façon plus générale, face à la politique qu'il pratique face aux travailleurs? Etes-vous disposés à vous allier avec ce parti?

L'attitude du parti durant la grève a été, à notre avis, erronée car il n'a pas donné d'objectifs clairs au cours de son déroulement et a fait plus confiance aux conversations avec les militaires qu'à la force des masses. Cette politique, en réalité, n'est pas nouvelle; lorsque les militaires ont fait connaître les communiqués 4 et 7, le parti communiste a déclaré qu'ils étaient progressistes. Pour nous, il s'agissait et il s'agit toujours de propositions démagogiques qui correspondent systématiquement à la politique de diversion qu'exerce le régime militaire fasciste qui nous gouverne aujourd'hui. Nous caractérisons les forces armées comme une institution de l'Etat et comme un dernier et fondamental instrument de défense du système capitaliste. Aucun révolutionnaire ne peut nier ça. Il n'y a pas non plus d'exemple qui démontre le contraire. Nous ne criions pas pour autant qu'il n'y a pas de militaires progressistes ou réellement révolutionnaires; notre propre expérience nous démontre qu'il en est ainsi, mais pour que cela arrive et que leur participation soit effective, il est nécessaire de les joindre au peuple et de les subordonner à une stratégie révolutionnaire. Ceux qui méritent notre majeure considération politique sont les militaires qui endurent aujourd'hui les tortures et les vexations dans les prisons du régime pour s'être mis au service du peuple.

En réponse à cette reprise d'activité du MLN, le pouvoir a menacé d'exécuter 9 militants du mouvement, emprisonnés depuis des mois (voir Rouge No 227).

Hugo SALVO

Il serait erroné de croire que l'action sanglante des membres du commando palestinien à l'aéroport de Rome obéit à une pure logique du désespoir ou de la fuite en avant due à l'isolement. Plusieurs actions antérieures de nature similaire voulaient rendre impossible la tenue de Conférences des régimes arabes sur la question palestinienne. La volonté de faire échouer la Conférence de Genève sur la paix au Proche-Orient où pour la première fois, arabes et israéliens devaient discuter face à face est probablement à l'origine de cette dernière action.

Il ne nous intéresse pas fondamentalement de connaître exactement qui, parmi les combattants palestiniens est à l'origine de cette entreprise folle de Rome. La responsabilité de telles actions aberrantes découle de l'oppression colonialiste brutale, des méthodes criminelles

utilisées par les sionistes pour parvenir à leur fin. Et en retour, certaines organisations palestiniennes ont reproduit contre l'occupant les mêmes méthodes.

L'action de Rome ne représente pas la violence révolutionnaire d'un peuple opprimé, elle en est une déformation condamnable. Elle n'organise pas la violence révolutionnaire des masses palestiniennes, elle ne l'interprète pas. Tout au plus est-elle une manifestation dégénérée d'une violence révolutionnaire qui ne peut plus momentanément s'exprimer et s'organiser du fait de la politique des directions de la Résistance palestinienne.

Déjà, en mai 72, l'attentat perpétré par un commando japonais à l'aéroport de Lod correspondait à cette orientation absurde d'un substitutisme de groupes clandestins réduisant leur action à l'unique violence ponctuelle hors du

cours des événements vécus par les masses palestiniennes. Cette action à l'aéroport de Rome lui est étonnamment semblable, relève de la même orientation et requiert la même condamnation.

Le danger extrêmement grave qui se profile derrière de telles actions est la mise en marche par la direction de l'Organisation de la Libération de la Palestine (OLP), d'un processus de chasse aux sorcières dans les camps palestiniens de tous les éléments de gauche, plus radicaux ou révolutionnaires qui s'opposent au cours collaborationniste de la direction El Fatah/OLP avec les bourgeoisies arabes, comme cela est déjà amorcé. Rien de plus facile que d'identifier les opposants de gauche avec ces actes de folie et museler toute opposition si ce n'est pire!

G. Vergeat  
19-12-73.



7 décembre 1973 : Dayan et Kissinger

## REPRESSION EN ISRAEL

Les autorités sionistes des territoires occupés (Gaza et Cisjordanie) ont expulsé hors de ces régions les dirigeants palestiniens qui sont en opposition à l'orientation des notabilités palestiniennes en place antérieurement à l'occupation sioniste et qui s'inscrivent présentement dans le cours de la politique des Etats arabes et de l'OLP pour discuter avec l'Etat sioniste d'une paix avec création possible d'un Etat palestinien groupé.

L'expulsion de cette direction palestinienne alternative au sein même des territoires occupés a provoqué un mouvement de solidarité dans plusieurs lycées en Israël, notamment à Ramallah, Jerusalem et Jenin.

Le 18 décembre, une pétition a été portée à la Croix-Rouge à Jerusalem pour protester contre cette expulsion. Et à l'occasion de cette mobilisation, un tract signé en commun par Matzpen-Marxiste (IVème Internationale), l'Alliance communiste révolutionnaire et Matzpen-Tel Aviv dénonçait ces mesures de répression. Huit camarades parmi ceux qui distribuaient ce tract ont été arrêtés, dont quatre de Matzpen-Marxiste, parmi lesquels Nabil Sa'd, militant arabe.

Réintégration dans leur pays des représentants palestiniens expulsés!  
Libération des militants révolutionnaires arrêtés!

19/12/73

## INTERVIEW DE MICHEL WARCHAVSKY, MEMBRE DE LA DIRECTION DE MATZPEN-MARXISTE, GROUPE SYMPATHISANT DE LA IVème INTERNATIONALE EN ISRAEL

Quelle est la situation en Israël un mois après la quatrième guerre israélo-arabe?

Divisons la réponse en deux parties. D'abord, il y a eu un choc profond parmi toute la population. La « sécurité » n'est pas ressentie comme auparavant. Politiquement, cela s'exprime par une certaine polarisation. Dans les élections, cette polarisation s'illustrera par la montée de la droite d'une part, et la montée des colombes au sein du Parti travailliste d'autre part. Je ne pense pas que le parti travailliste perde le pouvoir, mais il perdra beaucoup de voix. La position des faucons Golda-Dayan au sein du parti travailliste s'affaiblit. Le document Gallil mis au point avant la guerre pour la campagne législative a été abandonné. Un nouveau texte peu clair sur les perspectives a été mis au point. La carte du parti travailliste est de se montrer le parti de la paix face à la droite. Une chose est cependant claire: la majorité actuelle n'a pas de plan, elle subit la situation en laissant venir.

Le second point important concerne le problème posé à l'économie par la guerre. Aujourd'hui encore, en raison de la mobilisation, l'économie tourne au ralenti. On est à la veille d'une crise très importante malgré l'aide américaine qui vient d'être votée au Sénat. Il va y avoir une attaque frontale contre le niveau de vie de la classe ouvrière. Il semble probable que, contrairement à l'après 67, on n'assistera pas à une trêve sociale, mais à une certaine confrontation. Il est difficile d'en prévoir l'ampleur. Mais il n'y a pas à coup sûr de phénomène d'union nationale. En revanche, c'est un sentiment d'incertitude face à l'avenir, une sorte de « panique inconsciente » qui domine. On parle ici d'une baisse de niveau de vie de 50 %!

Et les négociations?

Israël est prêt à faire trainer les choses. Il n'a pas de plan. Il ira à Genève pour entendre et voir ce qui se passe. Une politique très passive. Il ne fait pas de doute que les Etats-Unis feront des pressions sur Israël pour faire aboutir les négociations de Genève. Mais je ne pense pas que ce sera rapide. Ce ne sera pas deux mois de négociations et la paix avec restitution des territoires occupés.

Justement, que se passe-t-il aujourd'hui chez les Palestiniens au sein des territoires occupés?

Il y a une recrudescence relativement importante des activités de la Résistance. Il faut surtout noter que les éléments d'une direction alternative aux vieux notables pourris viennent d'être expulsés. Il est évident qu'il s'agit là de la part du gouvernement israélien d'une mesure préventive face à l'émergence d'une direction gauche balayant la direction actuelle. Il ne faut pas cependant mystifier les possibilités de développement de la Résistance au sein des territoires occupés, en raison de la répression israélienne.

Quelles sont les perspectives pour vous, Matzpen-Marxiste?

Il y a énormément à faire. La population a une demande politique par rapport aux relations de dépendance envers les Etats-Unis, par rapport à la guerre permanente, à la sécurité, à la politique de force d'Israël. Nous avons aujourd'hui un écho, une audience que nous n'avons jamais eus depuis très longtemps. Si l'on regarde nos cercles de sympathisants, jamais l'influence n'a été aussi grande. Nos camarades qui sont encore à l'armée nous signalent également une demande politique très forte, très pressante. Nous nous devons d'y répondre sur des bases fondamentalement anti-sionistes, en démystifiant cette société, en montrant son rôle oppressif et en continuant la lutte pour miner Israël de l'intérieur, aux côtés de l'ensemble des révolutionnaires de l'Orient arabe.

Jérusalem, 12 décembre 73

## GRECE

Après l'explosion révolutionnaire d'Athènes, la répression s'abat sur les militants. Theodossis THOMADAKIS militant ouvrier trotskyste qui a déjà passé six années en prison depuis l'établissement de la dictature militaire avait été libéré lors de l'amnistie décidée par le régime Papadopoulos. Il vient d'être à nouveau arrêté et incarcéré à la prison militaire Bogiatiou avec une vingtaine de vieux militants syndicaux. D'autre part, plusieurs jeunes trotskystes ont été arrêtés et se trouvent avec de nombreux militants étudiants au camp militaire de Chaidari. La solidarité internationale avec nos camarades grecs doit se développer.



# ECHEC AUX FASCISTES

Les émules de Pinochet n'ont pu se manifester le 19. L'appel à la mobilisation lancé à la fois par la gauche et l'extrême-gauche a fait reculer le pouvoir. Ou'il soit bien persuadé que notre vigilance ne se relâchera pas. Les fascistes de Patrie et Liberté n'ont pu parler. Villarín a du décamper. Les émissaires de la junte seront à chaque fois accueillis comme ils le méritent.

## UNE MATINEE MOUVEMENTEE POUR VILLARIN

Villarín se croyait incognito. Arrivé vendredi dans le plus grand secret à Paris. Il avait pris différents contacts avant de donner une interview à l'AFP. Depuis plusieurs semaines, les anti-fascistes l'attendaient mais en vain, le secret était bien gardé. Ce n'est que dans la nuit de samedi à dimanche que des militants du Comité Chili arriveront à connaître la présence à Paris du chef des camionneurs chiliens et le nom de son hôtel.

En quelques heures et dans la plus grande discrétion, une soixantaine de militants fut regroupée. Dimanche à 8 h 30, les anti-fascistes pénétraient dans l'hôtel du Mont-Thabor et occupaient immédiatement les lieux, un groupe bloquant la chambre de Villarín et les deux chambres de ses « gorilles ». Un peu effrayé au départ, le personnel de l'hôtel réagit dans l'ensemble favorablement à l'initiative pacifique des anti-fascistes. Au bout de 3/4 d'heure la police et les CRS encerclaient le quartier et l'hôtel. Dès lors commenceront devant toute la presse les négociations avec la police. Le Comité Chili exigeant l'expulsion immédiate de Villarín. Le directeur de l'hôtel, quant à lui, s'opposant à l'entrée de la police dans son établissement. Attitude

correcte qui ne plut pas au préfet qui ne rêvait que d'en découdre au plus vite. Quant à Villarín, il n'était pas très fier et donnait des signes de panique évidents. Après avoir bloqué sa porte avec une armoire et laissé sa femme hurler à la fenêtre qu'on voulait les tuer et appeler à l'aide, il essaya de briser un toit en verre de l'hôtel avec des cendriers, croyant ainsi trouver une issue. Dans ses conversations téléphoniques avec le directeur de l'hôtel, il disait être prêt à quitter les lieux immédiatement pour aller se réfugier à l'ambassade du Chili mais à condition d'être fortement protégé par la police. Habitué sans doute aux « faux policiers » il exigea de voir des gens en uniforme et pas seulement des policiers en civil. C'est ainsi qu'eut lieu dans sa cham-

## Deux sons de cloche dans l'humanité

Visiblement, l'« Humanité » a eu quelque peine pour rendre compte de l'action du Comité Chili. Le quotidien du PCF parle de l'occupation de l'hôtel où était descendu Villarín. Mais il se croit obligé d'écrire que Krivine « a reçu des ordres d'en haut ». Nous espérons qu'après la mise au point, rectification sera faite. Le mouvement de la jeunesse communiste, lui, a salué cette action dans le même numéro de l'Humanité comme « une victoire du peuple et de la jeunesse de France ».

« Les manifestants étaient relâchés dans l'après-midi. Alain Krivine a fourni des explications sur les discussions avec les policiers : « J'ai reçu des ordres venus d'en haut. Tous les manifestants doivent évacuer l'hôtel avant le président de la Confédération des transports chiliens. C'est finalement ce qui a été fait », a-t-il déclaré.

« Villarín a eu peur. Avec lui ses amis français, gouvernement et patronat qui lui ont sans aucun doute, conseillé de partir. C'est une victoire du peuple et de la jeunesse de France.

Humanité du 17/12/73



Fotolib/Marc Semo

bre une longue conversation avec plusieurs officiers de police, le directeur qui avait sa note d'hôtel à la main et deux flics en uniforme. Contactée au téléphone par Villarín, l'ambassade du Chili n'était pas très heureuse de la mésaventure de son ressortissant. Un accord fut conclu pour son départ immédiat quand arriva le commissaire Caille, grand patron de la lutte anti-gauchiste. Il avait reçu des directives du pouvoir : en aucun cas le gouvernement ne voulait céder au chantage, la police devait convaincre Villarín de ne pas céder et le directeur d'accepter l'entrée de la police. Le directeur, il faut le reconnaître, se conduisit avec un certain courage devant toutes ces pressions, ce qui fit dire aux flics que c'est lui qui avait monté le coup ! Finalement, Caille donna 5 minutes aux anti-fascistes pour quitter les lieux. Villarín ne partirait qu'après. Devant le refus des militants du Comité Chili, la police entra et arrêta tous les militants pendant que dehors, des dizaines d'anti-fascistes prévenus par la radio commencèrent à affluer.

Quelques instants plus tard, la police amena à Villarín un billet d'avion et c'est sous forte escorte qu'il se rendit à l'aéroport, après une brève escale à l'ambassade du Chili.

La visite de Villarín à Paris n'est pas passée inaperçue malgré la complicité scandaleuse du pouvoir et de sa police. Déjà, la JC et le PS ont pris des initiatives contre les représentants de la junte à Paris. Il importe que dans l'unité se fasse le travail de dépistage de ces fascistes et que chaque fois s'organise une riposte adéquate. Il faut que l'on sache que nous ne tolérerons jamais la présence dans notre pays d'un quelconque représentant des bourreaux de la classe ouvrière chilienne.

## LETTRE

● D'ALAIN KRIVINE  
A L'HUMANITE

CAMARADES,

Dans la relation de la séquestration de Villarín que vous avez faite dans l'Humanité de lundi, vous avez commis une erreur dans la transmission de mes propos en laissant entendre que « j'avais reçu des ordres venus d'en haut ». Alors que ces propos venaient du commissaire Caille. Ce qui change tout. En effet le scandale de l'attitude du pouvoir que vous révélez à juste titre c'est le fait qu'un accord était intervenu entre la police, le directeur de l'hôtel et le Comité Chili pour que Villarín quitte immédiatement l'hôtel avant que nous partions. Sa note était prête lorsque le gouvernement a finalement exigé que Villarín reste jusqu'à ce que nous soyons arrêtés. Ainsi donc Monsieur Marcellin n'a pas expulsé Villarín, mais les anti-fascistes, sa police par contre a protégé le tortionnaire jusqu'à l'aéroport.

J'espère que vous publierez cette rectification d'importance pour éviter tout malentendu. Par la vigilance et l'action commune nous empêcherons tous ensemble les futurs envoyés de la Junte de séjourner dans notre pays.

Fraternellement  
Alain Krivine